MERCREDI 26 NOVEMBRE 2014

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

= L'ICMB donne l'alerte : « Alerte aux bulles ! » p.1
= Les trois scenarii catastrophes de Georges Pauget sur la prochaine crise systémique financière p.3
= Du Japon à la BCE, les banquiers centraux ont la main sur le robinet p.6
= Télescopage entre la lutte contre la déflation et la destruction du pouvoir d'achat p.7
= LES POTS AUTOUR DESQUELS ILS TOURNENT p.15
= Sommes-nous encore en économie démocratique ? p.16
= La donnée majeure pour l'avenir p.22
= Une mobilité sans pétrole (partie 2) p.27
= L'OIT décrète l'état d'urgence sociale en Grèce jusqu'en 2038 p.33
= La police US, symbole de la transformation de la république en Empire p.34
= Le stock de gros poissons a fondu des deux tiers en 130 ans p.36
= Au secours !!! ça baisse ! Enfin, surtout le pétrole p.37
= 0,004% de la population s'accaparent 13% de la richesse du monde p.45
= Pétrole: le marché va se stabiliser par lui-même, croit l'Arabie saoudite p.47
= S'inquiéter de la Chine p.49

<> <> <> <> <> <> <> 0 <> <> <> <> <> <> <>

VIDÉOS du JOUR

La minute de Béchade : http://www.dailymotion.com/video/x2a04zv_la-minute-de-philippe-bechade-dividendes-des-entreprises-tout-n-est-que-mensonge-12-11_news

Partie 1 : http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bechade-vs-arnaud-de-langautier-12-comment-analyser-la-croissance-economique-americaine-1211-350557.html

Partie 2 : http://www.dailymotion.com/video/x29zkx9_philippe-bechade-vs-arnaud-de-langautier-2-2-la-bce-a-t-elle-les-bons-outils-pour-soutenir-l-economi_news

<> <> <>

L'ICMB donne l'alerte : « Alerte aux bulles ! »

par BA Le blog du Yéti 26 novembre 2014

Aujourd'hui, les bulles boursières continuent à gonfler.

Les bulles des dettes publiques continuent à gonfler.
Les bulles des dettes privées continuent à gonfler.
En réalité, toute l'économie mondiale repose sur…
… des bulles de dettes.
Et ce sont les banques centrales qui continuent à gonfler toutes ces bulles.
Dernier exemple en date : la BCE vient d'annoncer qu'elle va injecter 1000 milliards d'euros supplémentaires dans le système.
Malheureusement, les bulles boursières ne peuvent pas gonfler jusqu'au ciel.
Malheureusement, les bulles de dette publique ne peuvent pas gonfler jusqu'au ciel.
Malheureusement, les bulles de dette privée ne peuvent pas gonfler jusqu'au ciel.
Préparez-vous au grand « plop ! »
L'International Center for Monetary Banking (ICMB) a additionné trois dettes :

dette publique + dette des ménages + dette des entreprises.

Le vainqueur de la coupe du monde est l'Irlande.

1- Médaille d'or : Irlande.
Dette publique + dette des ménages + dette des entreprises = 442 % du PIB.
2- Médaille d'argent : Japon.
Dette publique + dette des ménages + dette des entreprises = 411 % du PIB.
3- Médaille de bronze : Portugal.
Dette publique + dette des ménages + dette des entreprises = 379 % du PIB.
4- Belgique : 350 % du PIB.
5- Grèce : 304 % du PIB.
6- Espagne : 300 % du PIB.
7- Pays-Bas : 294 % du PIB.
8- Suède : 293 % du PIB.
9- Canada : 284 % du PIB.
10- Royaume-Uni : 276 % du PIB.
11- Etats-Unis : 264 % du PIB.
12- Italie : 258 % du PIB.
13- France : 254 % du PIB.

14- Finlande : 242 % du PIB.
15- Autriche : 235 % du PIB.
16- Corée du Sud : 232 % du PIB.
17- Hongrie : 223 % du PIB.
18- Chine : 217 % du PIB.
19- Australie : 209 % du PIB.
20- Allemagne : 193 % du PIB.
(Pour info : Russie : 43 % du PIB).

Les trois scenarii catastrophes de Georges Pauget sur la prochaine crise systémique financière

Par Georges Pauget, lenouveleconomiste.fr/ 25 novembre 2014 Libre opinion

Pour l'ancien patron du Crédit Agricole, le risque systémique n'a pas disparu du seul fait du renforcement de la solvabilité des banques. Il a muté pour devenir un risque systémique de marché.

Georges Pauget

Après un traitement de choc réglementaire, les banques semblent maintenant à l'abri du risque systémique. Elles ont renforcé leurs fonds propres. Les transactions sur les dérivés sont mieux tracées en Europe. La réglementation UCITS encadre la gestion des fonds tandis qu'un accord est intervenu sur les conditions d'application de Solvabilité II aux assureurs. Avec l'Union bancaire, un superviseur unique est à pied d'œuvre dans la zone euro. La BCE a listé les failles et passé en revue les perceptions des risques bancaires et la capacité à résister à des chocs de marché a été éprouvée. Enfin, le mode d'emploi d'une éventuelle défaillance bancaire est maintenant établi.

Le risque systémique d'origine bancaire est incontestablement plus faible qu'en 2007, mais le problème n'est pas réglé pour autant car les comportements des différents acteurs créent des déséquilibres.

La combinaison d'abondantes liquidités et de taux sans risque extrêmement bas voire négatifs, suscite une recherche frénétique de rendement de la part

des investisseurs. Les banques souhaitant s'affranchir des fonds propres à mettre en face des crédits, incitent les entreprises même moyennes, à se financer sur les marchés en même temps qu'elles titrisent les créances immobilières inscrites à leurs bilans, en les faisant porter par d'autres acteurs (des fonds de dettes, des compagnies d'assurance etc…). Quant au shadow banking system, ces acteurs qui se comportent comme des banques sans être soumis aux mêmes contraintes réglementaires, il attire l'épargne en zone non protégée. Ces comportements recréent un terrain favorable à une nouvelle crise financière qui cette fois enflammera d'abord les marchés.

Un air de déjà vu

Le premier scénario pourrait s'intituler ‘'Erreur de la banque en votre faveur''. La banque centrale remonte trop brutalement ses taux. La valeur des obligations baisse. Pour limiter les pertes, les asset managers vendent. La spirale s'enclenche. C'est ce qui s'est produit en mai 2013 lorsque Ben Bernanke alors président de la FED a annoncé l'arrêt prochain d'achat de titres sur le marché. Les pays émergents ont été les premiers touchés. Depuis la FED est devenue plus prudente dans sa communication. Le marché reste cependant inquiet. Il peut réagir de façon brutale et disproportionnée, à une annonce de la part d'une banque centrale importante. Ne serait-ce que parce que ces institutions sont aujourd'hui, aux yeux des marchés, les seuls acteurs sur qui compter.

> "La combinaison d'abondantes liquidités et de taux bas suscite une recherche frénétique de rendement. Les banques titrisent les créances immobilières en les faisant porter par d'autres acteurs. Quant au shadow banking system, il attire l'épargne en zone non protégée"

Le second scénario serait le très classique ‘Courage fuyons'. Dans une période de bas taux d'intérêt, le risque est mal rémunéré. Les taux sont faibles, et les gestionnaires d'actifs cherchent des placements plus rémunérateurs. Comme la demande d'actifs bien rémunérés dépasse l'offre, le prix du risque baisse. Au moindre incident, les investisseurs anticipant une remontée du risque, ont tendance à vendre en catastrophe. L'effondrement du

prix des actifs fait alors boule de neige. D'autres investisseurs, moins avisés, vendent à leur tour enclenchant une spirale à la baisse qui commence à toucher de nouvelles classes d'actifs. Le phénomène prend d'autant plus d'ampleur que la croissance économique est faible et que personne n'imagine que la tendance puisse rapidement s'inverser, toutes les catégories de placements sont finalement touchées.

Ce scénario catastrophe peut-il se réaliser en 2014 ou 2015 ? Ce n'est pas exclu. Imaginons qu'en raison de la conjoncture déprimée, des entreprises de taille moyenne ayant récemment émis des obligations ne puissent faire face à leurs échéances. S'il y en a – non pas une – mais plusieurs, le marché des titres de ces entreprises se bloque. Le risque augmente, les agences de rating procèdent à une série de révisions à la baisse des notes des sociétés les plus fragiles. Le blocage de ces marchés est d'autant plus brutal que les marchés des dettes d'entreprise sont étroits, c'est à dire qu'ils enregistrent peu de mouvement. Il s'ensuit une remontée du risque et la spirale baissière est lancée.

Il ne faut pas croire que parce que la liquidité est globalement élevée, tous les marchés sont liquides. Les plus profonds le sont, les autres pas. Malgré d'importantes sommes d'argent prêtes à s'investir, lorsque le risque est mal rémunéré, les mouvements de capitaux sont importants, et l'instabilité est plus grande. C'est ce que l'on observe aujourd'hui.

Le troisième scénario catastrophe pourrait s'appeler ‘’La chute du baril’’. Il est lié à une montée brutale du risque politique. Ainsi un pays qui vit de la rente pétrolière, fragilisé par la baisse du prix du baril, ne peut plus subventionner les biens de première nécessité comme il l'a toujours fait. Sa population proteste puis se révolte. Le défaut, c'est-à-dire le non-paiement de la dette intervient dans la foulée. Un seul pays ne met, certes pas le feu à la planète finance mais tout dépend de quel pays il s'agit, dans quelle région du monde et quelles sont les perspectives de redressement de sa situation. Et si ce n'est pas un pays mais plusieurs, alors, le risque systémique est de retour. Les investisseurs s'inquiètent et vendent leurs actifs. La spirale baissière est à nouveau relancée.

Ces trois cas de figure se fondent sur des réalités que l'on peut observer. Il suffirait que deux d'entre eux se conjuguent pour qu'une nouvelle crise apparaisse. Le risque systémique n'a donc pas disparu du seul fait du

renforcement de la solvabilité des banques. Il a muté pour devenir un risque systémique de marché. Si une nouvelle crise survenait, il s'ensuivrait un effet de richesse négatif chez les épargnants qui se transmettrait directement à l'économie et provoquerait une baisse de la consommation. En Europe, dans un contexte plutôt déflationniste, ce serait un désastre. Et la propagation serait cette fois plus rapide et surtout, ce risque là, serait plus difficile à endiguer !

Bio Express

Georges Pauget est expert en économie et en stratégie bancaire. Il a été directeur général de Crédit Agricole SA de 2005 à 2010. Il est à l'origine de la transformation du Crédit Lyonnais en LCL et a présidé à la création d'Amundi. Il a aussi mené une stratégie de fort développement à l'international de la banque verte qui a engendré d'importantes pertes après son départ avec la crise de la dette des pays d'Europe du Sud. Fondateur d'Economie, Finance & Stratégie (EF&S), Georges Pauget conseille de grands acteurs bancaires internationaux.

Du Japon à la BCE, les banquiers centraux ont la main sur le robinet

26 nov 2014 | Bill Bonner | La Chronique Agora

▪ Les Etats-Unis ralentissent ; Thanksgiving approche. Les gens partent tôt… pour tenter d'éviter les embouteillages.

Nous sommes à new York pour affaires ; nous redescendrons dans le Maryland aujourd'hui, tôt dans la journée. Nous attendons des jeunes pour les vacances — des amis de nos fils. Votre correspondant n'aime pas voir les jeunes gens rester oisifs. Un dos solide, il ne faut pas le gâcher ! Il a donc un projet : sauver une vieille grange à tabac, grâce aux blanches mains de futurs avocats et gestionnaires financiers.

En attendant, comme nous le disions hier, tant dans la politique que dans l'économie, nous vivons dans un monde de fantasmes. Les autorités affirment améliorer notre économie. Nous faisons semblant de les croire.

Les banquiers centraux font semblant de suer et travailler pour le bien de l'humanité, corrigeant… ajustant… annulant les décisions de femmes et d'hommes honnêtes vaquant à leurs affaires

Un banquier central a-t-il jamais ajouté un seul centime, une seul peseta, un seul zloty ou une seule fraction d'un million à la richesse mondiale ? Pour autant que nous en sachions, non. Cependant, partout dans le monde, les banquiers centraux font semblant de suer et travailler pour le bien de l'humanité, corrigeant… ajustant… annulant les

décisions de femmes et d'hommes honnêtes vaquant à leurs affaires. Les taux sont trop hauts ! L'inflation est trop basse ! Pas assez de demande ! Trop d'épargne ! Ils sont omniscients en plus d'être tout-puissants.

Au Japon, retombé en récession, le Premier ministre Shinzo Abe s'est lancé dans une mission kamikaze. La victoire ou la mort ! Soit il ressuscitera l'économie nippone… soit l'économie mourra ! Bien entendu, il réussira peut-être ; mais nous parions largement sur la mort.

▪ **Quant à l'Europe…**

Bloomberg nous apporte les dernières nouvelles :

> *"Mario Draghi a renforcé ses engagements pour la relance en Zone euro, déclarant que la Banque centrale ne peut relâcher ses efforts dans le combat pour redémarrer l'économie.*
>
> *'Nous ferons ce qui est nécessaire pour augmenter l'inflation et les attentes d'inflation aussi rapidement que possible, comme l'exige notre mandat de stabilité des prix', a déclaré le président de la BCE lors d'une conférence à Francfort [...]. Certaines attentes d'inflation 'ont décliné jusqu'à des niveaux que je qualifierais d'extrêmement bas', a-t-il déclaré.*
>
> *'Draghi envoie le signal clair que de nouvelles relances arrivent', a déclaré Lena Komileva, économiste en chef chez G Plus Economics Ltd. à Londres. 'Si les mesures actuelles de la BCE se révèlent décevantes et que les attentes d'inflation ne se remettent pas, la BCE agira pour élargir l'assouplissement quantitatif'."*

Sur le Vieux Continent, les gens attendent des prix stables. "Eh bien, et alors ?" vous dites-vous sans doute. Mais c'est un problème, selon leur économiste en chef. "Extrêmement basses", c'est ainsi qu'il décrit les craintes d'inflation du public. Il a juré d'y faire quelque chose. Mais quoi ? La même chose que ce que font les Japonais.

Sur le Nouveau Continent… l'économie réelle continue de se détériorer. Mais le marché boursier flotte comme un ballon dans un dessin animé. La Fed a éteint le gaz du QE. Mais elle a la main sur la valve, prête à rallumer les jets dès que les prix commenceront à couler.

A suivre.

Télescopage entre la lutte contre la déflation et la destruction du pouvoir d'achat

26 nov 2014 | Philippe Béchade | La Chronique Agora

▪ J'ai beaucoup insisté lors de diverses interventions la semaine dernière — que ce soit sous forme de vidéos, d'émissions télévisées ou de brèves publiées par le biais de *La Bourse au Quotidien* — sur l'unanimisme sans précédent des acteurs qui tirent leurs revenus de la hausse des marchés. Un consensus haussier hégémonique, d'une ampleur sans précédent… comme si, à l'occasion d'un gigantesque cocktail réunissant tous les traders, gérants, stratèges, économistes, journalistes spécialisés, la salle avait été baignée d'un mélange protoxyde d'azote + hélium.

Tous sont en proie à des quintes de rires inextinguibles — renforcées par le fait que les assistants se retrouvent affublés d'une voix de canard qui ne fait que renforcer l'hilarité générale.

Ils n'y peuvent rien, ils ne sont pas dans leur état normal : des commentateurs évoquent l'euphorie véhiculée par le "bol de punch" des banques centrales mais ils ne décrivent qu'une partie de la réalité.

Il existe toujours un contingent de convives qui demeurent sobres envers et contre tout — soit parce qu'ils n'aiment pas le punch… soit parce que leur foie en est tellement imbibé qu'il ne peut plus en tolérer une louchée supplémentaires.

Les cinq semaines de hausse continue de Wall Street (et un 47ème record annuel pour le S&P 500 lundi soir) n'étaient qu'un échauffement en regard du rally de fin d'année

En revanche, personne ne peut s'abstenir de respirer. Il suffit de modifier le mélange de gaz qui circule dans les conduits d'aération pour endormir tout le monde en quelques secondes… ou transformer des gens sérieux et pondérés en illuminés qui se pensent capables de voler ou de rendre réel tout ce qui leur passe par la tête.

Une hallucination collective en tout cas recueille tous les suffrages : c'est que les cinq semaines de hausse continue de Wall Street (et un 47ème record annuel pour le S&P 500 lundi soir) n'étaient qu'un échauffement en regard

du *rally* de fin d'année. Ce dernier va débuter avec Thanksgiving (vendredi matin) après un début de semaine de consolidation à plat — pas question de reperdre un pouce de terrain après les 12% à 15% gagnés sans aucune consolidation intermédiaire depuis le 16 octobre dernier.

▪ **Le mois de décembre va être tonitruant !**

Le S&P va être littéralement aspiré vers les 2 100 points, en prélude à une année 2015 où les bénéfices vont prendre leur revanche sur l'expansion des multiples. Une progression de 15% des profits constitue une hypothèse basse compte tenu des efforts titanesques des banques centrales pour alimenter la sphère financière en surliquidité.

Or c'est la surliquidité "extraite de l'air ambiant" qui finit par remplacer notre atmosphère composée du mélange azote/oxygène/argon par ce mélange gaz hilarant + hélium auquel nul ne peut résister. C'est toute la chimie du cerveau, la gestion de nos émotions qui se retrouve chamboulée.

Ceux qui n'ont pas été invités aux festivités (99,9% de la population) observent, incrédules, les 0,1% délirer en choeur : "injectons, injectons pour terrasser la déflation, injectons, injectons pour faire grimper éternellement actions et obligations".

Sauf que la seconde proposition fonctionne si bien qu'elle exclut la matérialisation de la première. Après tout, pourquoi prendre le risque de l'économie réelle alors que ça gagne à tous les coups dans l'économie virtuelle ?

La répression financière menée par les banquiers centraux — et qui consiste à priver de rendement l'argent qui ne travaille pas — pénalise effectivement les épargnants… en particulier les Allemands.

Les banques de leur côté ont l'embarras du choix pour employer les liquidités qu'elles détiennent en excédent : prêter massivement aux *hedge funds* pour trader des emprunts d'Etat et des émissions obligataires *corporate* qui grimpent tout le temps… ou spéculer sur des dérivés de volatilité (vendre de la "valeur temps" semaine après semaine, mois après mois) car cela éponge beaucoup liquidités et produit un rendement bien supérieur à celui des actions.

L'année 2014 voit surtout exploser les prêts massifs aux entreprises pour racheter leurs concurrents

L'année 2014 voit surtout exploser les prêts massifs aux entreprises pour racheter leurs

concurrents (déjà 1 450 milliards de dollars de fusions-acquisitions aux Etats-Unis, 3 100 milliards dans le monde) ainsi que leurs propres titres. Cela afin de continuer à distribuer des dividendes sans rapport avec leurs profits réels… et faire baisser artificiellement les PER au passage.

J'arrête là, mais je pourrais vous citer une bonne demi-douzaine de stratégies de "finance casino" jugées pratiquement sans risques et dont la profitabilité s'avère presqu'immédiate… par rapport à des prêts à long terme qui soit ne rapportent rien (crédits immobiliers accordés à des emprunteurs "AAA"), soit sont assortis de rendements élevés mais qui présentent de gros risques car les emprunteurs jouent leur survie.

Cette réalité crève tellement les yeux que les banques centrales dissertent à perte de vue sur à peu près toutes les thématiques induites par leurs stratégies "non conventionnelles"… sauf celle décrite au paragraphe précédent.

Vous pouvez lire des essais de haute volée intellectuelle concernant la neutralisation des liquidités injectées par les banques centrales via la contraction des rendements obtenus auprès des émetteurs de dette.
1 000 milliards d'euros d'injections à 1,25% de rendement sur 10 ans crée moins d'argent à terme — par le jeu des intérêts composés — que 500 milliards d'euros à 2,50%.

▪ Coup de grâce pour la consommation et le pouvoir d'achat

Sauf que les 1 000 milliards d'euros extraits de l'air pur ne servent qu'à alimenter une gigantesque pyramide de Ponzi de dette et à perpétuer une double escroquerie : fournir du carburant à la spéculation (qui alimente la formation de bulles) tout en privant de revenus les épargnants, confrontés parallèlement à la précarisation de leur parcours professionnel.

Le sommet de l'absurdité est atteint lorsque les banques centrales décrètent la mobilisation générale contre la déflation (leur excuse pour créer indéfiniment de la fausse monnaie). Dans le même temps, gouvernements, patronat et prix Nobel d'économie sont d'avis que les salaires des contribuables/consommateurs doivent être gelés, leur statut professionnel précarisé, qu'il faut travailler plus pour gagner moins car à une heure d'avion, des millions d'ouvriers sont prêts à accomplir les mêmes tâches pour 10 fois moins cher (le salaire moyen en Ukraine est de 150 euros par mois).

Le coup de grâce est porté à la possibilité de consommer par l'accroissement

du coût des études. Et on finit par entrer dans la vie active en gagnant en moyenne 20% de moins qu'avant la crise… tandis que la génération qui a cessé de travailler voit sa fiscalité s'alourdir et ses rentes passer au laminoir des taux zéro.

Le pouvoir d'achat des jeunes — qui doivent s'endetter pour étudier — et des seniors — qui subissent la répression financière — s'effondre

Le pouvoir d'achat des jeunes — qui doivent s'endetter pour étudier — et des seniors — qui subissent la répression financière — s'effondre. Quel devient le réflexe naturel de ceux qui ont un travail (de plus en plus mal protégé) ?

Epargner pour payer de bonnes écoles à leurs descendants, épargner pour faire face à un accident professionnel (avec des indemnités chômage devenant insignifiantes), épargner pour compenser l'effondrement programmé par les banques centrales de leurs pensions de retraite.

Même le fait d'épargner devient une sorte de roulette russe. Acheter des actions et des obligations d'entreprise à haut rendement dans un contexte de fuite en avant au sein d'un schéma de Ponzi hyper-bullesque ? Trop risqué… Accumuler du *cash* sur son compte au risque de se le faire "chyprer" en cas de *reset* global de la dette gouvernementale ? Pas question.

Il ne reste guère de choix à part acheter des actifs tangibles : or, terres agricoles, forêts, diamants (des gros et des très purs).

C'est exactement ce que font leurs riches et les ultra-riches sur l'ensemble de la planète depuis cinq ans lorsqu'ils doivent réemployer les excédents de plus-values qu'ils ont engrangés grâce à la hausse inexorables des marchés financiers.

Aux Etats-Unis, ils se font également construire de plus grosses maisons, de plus gros chalets, de plus grandes tours pleines d'appartements ultra-luxueux.

Oubliez les tours mais n'oubliez pas les Napoléons : justement, nous voudrions en glisser un dans votre poche, à l'occasion — mémorable — des 15 ans de la *Chronique Agora*. Un peu d'or offert… juste histoire d'éprouver la sensation de détenir quelque chose d'inaltérable et que les banques centrales ne peuvent pas imprimer.

Pour recevoir votre pièce, c'est par ici : cliquez sans attendre.

« Pour relancer la croissance… baisser les salaires ! Charles Sannat sur BFM »

Charles Sannat 26 novembre 2014

RACONTEZ-LUI N'IMPORTE QUOI, DÉPOUILLEZ-LE
LE MOUGEON GOBE TOUT ET SE FAIT TONDRE SANS BRONCHER
LE MOUGEON
50% MOUTON / 50% PIGEON
100% FRANÇAIS
LE MOUGEON, PARTENAIRE OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE !
MONDIALISME - FRANCOPHOBIE - SATANISME

RACONTEZ-LUI N'IMPORTE QUOI, DÉPOUILLEZ-LE
LE MOUGEON GOBE TOUT ET SE FAIT TONDRE SANS BRONCHER
LE MOUGEON
50% MOUTON / 50% PIGEON
100% FRANÇAIS
LE MOUGEON, PARTENAIRE OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE !
MONDIALISME - FRANCOPHOBIE - SATANISME

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Édito un peu spécial puisqu'une grande partie de ma journée a été consacrée au passage dans l'émission « Les Experts » de Nicolas Doze avec, comme invités, Alain Madelin et Christian Saint-Étienne.

J'ai tenté modestement de faire passer le message contrarien qui est le nôtre. Le débat fut difficile et le « combat » âpre mais, disons-le, je me suis tout de même bien amusé même si évidemment, vous vous en doutez, ce n'est pas évident !!

J'ai essayé de tenir compte des conseils nombreux que vous avez eu la gentillesse de me prodiguer la dernière fois. J'ai tenté de me tenir droit (pas facile), de ne pas me gratter le nez (très difficile) et j'ai même réussi à baisser cet espèce de tabouret sur lequel il faut s'asseoir pour que ma femme ne puisse pas voir ma bedaine reposer sur le bureau (sinon elle me colle au régime, ce qui est une torture). Tout ça pour vous dire que bien sûr on ne progresse que dans la critique constructive alors n'hésitez pas à me faire part de vos retours sur mon adresse mail charles@lecontrarien.com.

Je repasserai sur BFM vendredi 28 avec Guillaume Sommerer sur les coups de 11 heures pour ceux qui peuvent être devant leur écran !

Video 1 : **http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/nicolas-doze-les-experts-22-avec-charles-sanat-2511-358750.html**

Video 2 : **http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/nicolas-doze-les-experts-22-avec-charles-sanat-2511-358750.html**

Pour relancer la croissance, geler les salaires !

C'est la dernière idée stupide à la mode, enfin stupide non, disons juste intellectuellement mensongère ! On ne peut pas relancer la croissance en gelant ou en baissant les salaires lorsque 75 % du PIB français est fait grâce à la… consommation !!

C'est juste une aberration. On peut penser que c'est ce qu'il faut faire (je ne le pense pas) mais on ne peut pas dire qu'en le faisant, cela va relancer la croissance…

Pour le moment, et Alain Madelin fait le bon constat, l'Europe a fait le choix, sous la pression allemande, de « l'austérité » (entre guillemets car l'austérité française c'est plus des impôts qui montent que des dépenses qui baissent) et de la déflation salariale. Évidemment, tout cela mènera les pays les plus fragiles de la zone euro vers l'insolvabilité. Les Grecs furent les premiers. Les Espagnols, les Portugais sont les suivants, puis les Français viendront plus tard mais viendront quand même.

Encore une fois, il n'y a aucune solution miracle et facile. Tout cela sera douloureux mais nous devons avoir à l'esprit que des solutions existent et que la seule façon de sortir par le haut ou de se réformer ce n'est pas l'incantation mais la décision. Pour décider, il faudra proposer de grands projets de société

à notre pays en rassemblant le plus largement possible. Au bout du compte, il faudra que le peuple de France choisisse son destin, choisisse ce qu'il voudra préserver et supprimer, ce qu'il voudra voir croître et ce qu'il estimera nécessaire de décroître.

Ces choix, cette grande vision ne peut pas être celle d'une élite, aussi « brillante » soit-elle. Ce choix doit être le choix du peuple et cela ne peut se faire que dans le cadre d'un référendum qui sera accompagné d'un immense débat populaire préalable.

Notre pays recèle des forces immenses mais rien ne doit être fait sans le peuple et encore moins contre le peuple. Or notre classe politique fait exactement l'inverse, provoquant par là même non pas le rassemblement mais la division, suscitant non pas l'adhésion mais rejet et blocage.

Nous ne ferons donc rien, si ce n'est contempler ce système moribond aller jusqu'au bout de sa logique mortifère… Cela conduit immanquablement à l'effondrement qui, pourtant, devrait être évité à tout prix puisque personne, et encore moins les peuples, a intérêt au chaos. C'est pourtant, hélas, ce qui se profile.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

À demain… si vous le voulez bien !!

Pétrole : la Russie contrôle sa production annuelle pour aider à stabiliser le marché mondial

Hélas, la pauvre Russie, seule face à l'OPEP mais surtout à l'Arabie saoudite, ne peut pas faire remonter les cours du pétrole. D'ailleurs pour le moment, les cours se maintiennent largement au-dessus des 60 dollars le baril, ce qui veut dire que pour l'instant cette baisse du pétrole ne met pas en péril l'industrie du gaz de schiste US. C'est donc bien une guerre économique menée à la Russie et cela va finir par se payer.

Charles SANNAT

MOSCOU, 24 novembre (Xinhua) – La Russie cherche à stabiliser le marché mondial du pétrole en maintenant sa production annuelle sous le seuil des 525 millions de tonnes, a annoncé lundi le ministre russe de l'Énergie Alexandre Novak.

« C'est ce que nous pouvons faire afin de stabiliser le marché mondial », a déclaré M. Novak sur la chaîne de télévision russe Rossiya 24.

De nombreux membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) dépassent leurs quotas de production, a indiqué M. Novak, ajoutant qu'il était hautement impossible que les pays de l'OPEP acceptent des réductions de leur production.

Les membres de l'OPEP se réuniront jeudi à Vienne afin de décider si le cartel, qui pompe un tiers du brut mondial, réduit ou non sa production. Ils sont divisés sur la question jusqu'à présent.

Selon un rapport de Bank of America, l'OPEP pourrait réduire son objectif de production d'au plus 500 000 barils par jour.

Par ailleurs, le vice-président de la commission de l'énergie de la Douma (chambre basse du parlement russe) Pavel Zavalny a souligné lundi qu'il était nécessaire que la Russie suive l'OPEP si cette dernière décidait de réduire la quantité de ses extractions pétrolières.

Luxembourg : hausse du nombre de chômeurs de 608 personnes en plus !

Haaaa, c'est le Paradis ces paradis fiscaux dont la vocation économique est de ruiner les autres pays en siphonnant les recettes fiscales de ses gentils voisins.

Résultats brillants, quoi que à bien y réfléchir, malgré leur accueil envers l'argent en « délicatesse avec les fiscs » des autres pays, le chômage y est tout de même de 7,1 %, ce qui est loin d'être fabuleux. Pire, le chômage a augmenté de 3,5 % sur un an avec 608 nouveaux chômeurs de plus… une catastrophe ! Encore quelques banquiers qui ont dû perdre leur place…

Enfin, la vie semble devenir dure au Luxembourg !

Charles SANNAT

LES POTS AUTOUR DESQUELS ILS TOURNENT

26 novembre 2014 *par* François Leclerc www.pauljorion.com/

Coincée entre son réalisme économique et son conformisme politique, l'OCDE n'est pas avare de contradictions. Ne voulant sans doute pas rajouter

l'inconscience à l'audace, l'organisation préconise simultanément de lever le pied sur la consolidation en Europe et de continuer à s'inscrire dans le « cadre fiscal européen »… Que d'entrechats !

« La zone euro s'approche du point mort et fait peser un risque majeur pour la croissance mondiale, avec un chômage qui reste élevé et une inflation qui reste loin de l'objectif » : tel est son dernier verdict sans appel, assorti comme de coutume de prévisions de croissance, d'inflation et de chômage dégradées par rapport aux précédentes.

A se demander si ce n'était pas son objectif, l'organisation justifie « le rythme plus lent de consolidation budgétaire structurelle » adopté par les gouvernement français et italien, au moment même où la Commission, ultime redoute qui tient bon, décide de repousser à une date indéterminée sa décision à propos de leurs projets de budget… Quitte à passer le Rubicon, elle appelle aussi la BCE à « un appui monétaire plus important » en identifiant pour ce faire des achats d'obligations souveraines en particulier. Ce suspens est insoutenable !

Poursuivant sa lancée, Martin Wolf va plus loin (mais pas jusqu'au bout) et prévient dans le Financial Times : « la crise a laissé un héritage sombre, et les réponses sont susceptibles de ne pas être orthodoxes ». Il préconise des « traitements radicaux à des maux économiques inhabituels », suite à une précédente chronique intitulée « la malédiction de la faible demande globale ». Un certain nombre de changements dans l'économie mondiale ont créé une faiblesse chronique de la demande, à laquelle le boom du crédit supplée, parmi lesquels il identifie ceux qui touchent à la distribution des revenus. Il en conclut que « il ne suffit pas de nettoyer les conséquences de l'effondrement du boom de la dette. Les décideurs politiques doivent aussi éliminer la dépendance de la demande au crédit insoutenable. »

Énumérant les politiques aujourd'hui possibles, il en perçoit trois : « vivre avec cette faiblesse chronique de la demande, poursuivre indéfiniment une politique monétaire agressive (comme celle du Japon), ou réparer la faiblesse structurelle sous-jacente de la demande ». A moins de souscrire, reconnaît-il, aux propositions d'Adair Turner de « nationaliser la création monétaire », c'est à dire de prendre les commandes des banques centrales afin de monétiser les déficits, il n'y a pas d'autre issue que de « redistribuer les revenus des épargnants vers les consommateurs, une autre étant de

promouvoir les dépenses », sans indiquer son mode d'emploi et laissant sur sa faim.

Le débat n'arrête pas de tourner autour des deux mêmes grandes questions : la tentation d'une monétisation massive à la japonaise – qui ne peut être éternelle – et une restructuration drastique de la dette, dont le mode d'emploi n'est pas donné et la perspective lointaine. Mais que voit-on aujourd'hui dominer le paysage, sauf une accumulation de sombres promesses comme l'approfondissement des inégalités, et son corollaire, la montée de la société de surveillance ? Décidément, laisser l'exclusivité du champ des réformes structurelles aux petits marquis poudrés de la pensée libérale, en défense de leurs privilèges, leur laisse le champ libre… Nous enfermant dans leurs certitudes de pacotille, ils se barricadent derrière leur patrimoine : ce sont eux finalement les assiégés, qui vivent en vase clos.

Sommes-nous encore en économie démocratique ?

Posté le 25 novembre 2014 ***par Bruno Colmant, Belgique***

Le philosophe Olivier Todd pose régulièrement une question : sommes-nous encore en démocratie, c'est-à-dire en situation de représentation populaire ?

La question peut paraître superflue.

Elle ne l'est pas.

L'Europe est devenue une immense technocratie aux contours flous, qui sert autant de moteur que d'excuse à la dépossession des autorités nationales.

La Banque Centrale Européenne, gardienne et garante de la monnaie est, jour après jour, occupée à renforcer son contrôle sur les banques et les Etats eux-mêmes, dépendant de leurs propres banques.

Le triangle dont les pointes sont constituées des banques privées, de la Banque Centrale Européenne et des États est en train de se resserrer.

Quel en sera l'aboutissement ?

Une liberté économique garrotée ?

Où sommes-nous ? Où allons –nous ?

Vivons-nous un moment insignifiant de l'Histoire ou un basculement ?

Une péripétie à laquelle l'émotion circonstancielle accorde l'importance de

l'emportement ou un moment de rupture civilisationnel ?

La Sainte-Alliance klepto contre le peuple décent

Aux infos du Nain, lundi 24 novembre 2014

Le système d'aujourd'hui tel qu'il se met en place dans les pays impériaux (ie à déficit commercial massif) que sont les USA et la France est diabolique.

Ce système a réalisé la jonction d'intérêt entre les deux extrémités de la population : lumpen prolétariat subventionné d'un côté (qu'on importe d'Afrique par millions au besoin, ou qu'on fabrique par l'écolo-gôchisme) + bureaucratie papy boomesque + riches proprios du capital versus population ouvrieuse et productive.

En bref, pour simplifier: le parasite de la rente contre l'hôte qui le nourrit.

Ce consensus social, jamais explicité au demeurant est extrêmement puissant pour permettre au statu quo de se maintenir.

Plus j'y pense et plus je me dis que l'ancien régime est tombé du fait qu'il n'a pas su réaliser cette jonction et qu'il manquait l'autre bout du lumpen prolétariat aux forces au pouvoir pour se maintenir. L'opposition était trop criante.

> *Extrait d'une conversation entre Colbert et Mazarin sous LOUIS XIV, Extrait du « Diable Rouge » :* Colbert : Pour trouver de l'argent, il arrive un moment où tripoter ne suffit plus. J'aimerais que Monsieur le Surintendant m'explique comment on s'y prend pour dépenser encore quand on est déjà endetté jusqu'au cou…
>
> Mazarin : Quand on est un simple mortel, bien sûr, et qu'on est couvert de dettes, on va en prison. Mais l'Etat… L'Etat, lui, c'est différent. On ne peut pas jeter l'Etat en prison. Alors, il continue, il creuse la dette ! Tous les États font ça.
>
> Colbert : Ah oui ? Vous croyez ? Cependant, il nous faut de l'argent. Et comment en trouver quand on a déjà créé tous les impôts

imaginables ?

Mazarin : On en crée d'autres.

Colbert : Nous ne pouvons pas taxer les pauvres plus qu'ils ne le sont déjà.

Mazarin : Oui, c'est impossible.

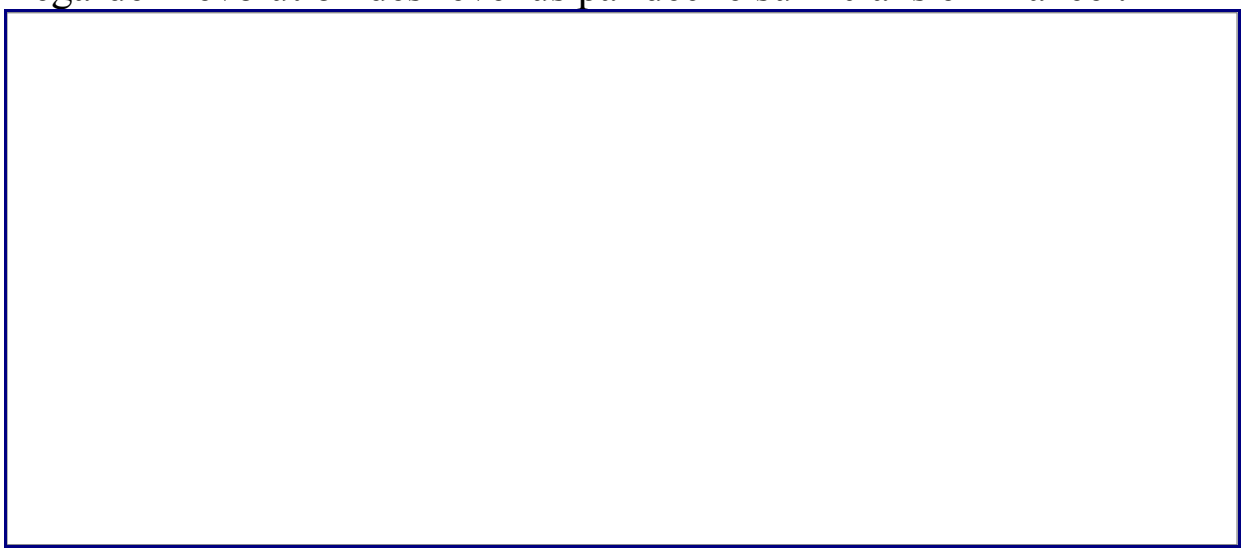
Colbert : Alors, les riches ?

Mazarin : Les riches, non plus. Ils ne dépenseraient plus. Un riche qui dépense fait vivre des centaines de pauvres.

Colbert : Alors, comment fait-on ?

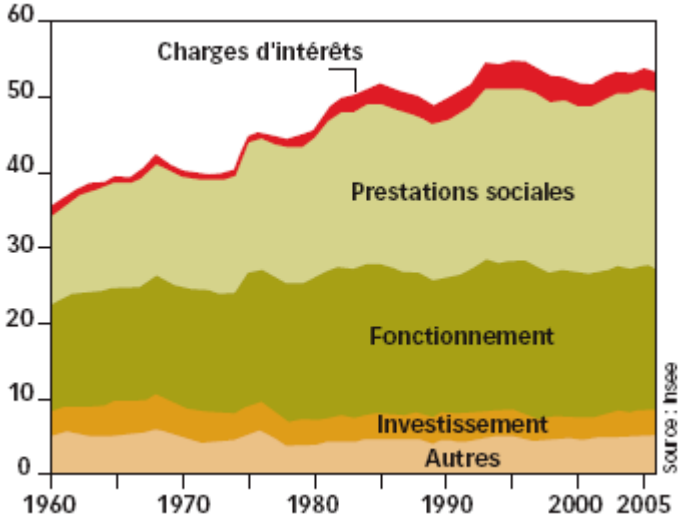
Mazarin : Colbert, tu raisonnes comme un fromage (comme un pot de chambre sous le derrière d'un malade) ! il y a quantité de gens qui sont entre les deux, ni pauvres, ni riches… Des Français qui travaillent, rêvant d'être riches et redoutant d'être pauvres ! C'est ceux-là que nous devons taxer, encore plus, toujours plus !
Ceux là ! Plus tu leur prends, plus ils travaillent pour compenser…
C'est un réservoir inépuisable.

Regardez l'évolution des revenus par décile sur 10 ans en France :



A l'instant même sur BFM Business, j'entends que le pouvoir, via un rapport franco allemand, commence à dire qu'il faut bloquer les salaires.

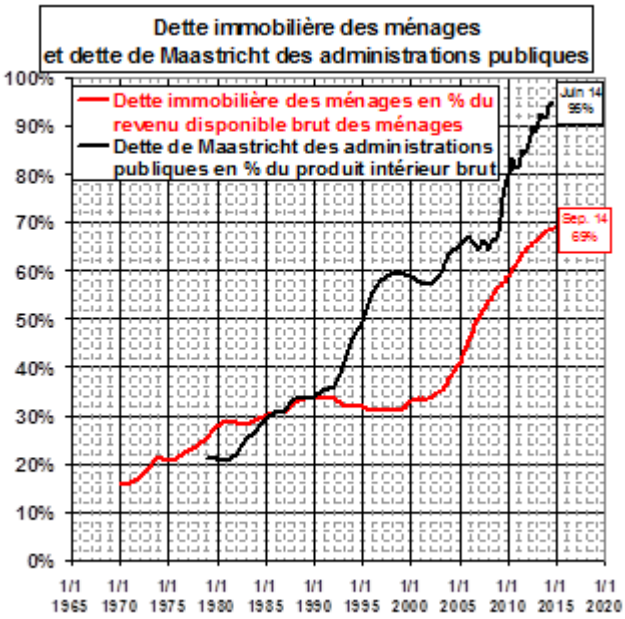
Comme si le problème, c'était les revenus nets dans un pays qui me ponctionne 70% de mon super brut et dont un tiers des revenus des gens sont de l'argent gratuit ponctionné aux autres (sans parler du coût de la bureaucratie) :



(Part de la dépense publique dans le PIB. Aujourd'hui, on vient titiller les 60%)

Idem sur BFM Business, ils se plaignent que les banques ne prêtent plus aux PME. Bien sûr qu'elles ne prêtent plus. Investir dans une PME est ultra non rentable. L'économie productive réelle est ponctionnée jusqu'à l'anémie pour maintenir la rente.

Il faut absolument sauver la crédibilité de l'État pour pouvoir maintenir sa capacité à s'endetter afin de continuer la distribution d'argent gratuit à la bureaucratie, aux papy boomers retraités de cette même bureaucratie, et à l'immigration la chance. Il faut également dans le même ordre d'idée empêcher l'immobilier de tomber. Tout cette dette assise sur du rien produit de la monnaie qui permet de faire tourner la machine à distribuer des revenus non gagnés. La taille du stock de dette grossissant, il faut ponctionner toujours plus l'hôte pour en maintenir la crédibilité (le "crédit").



cf encore [le dernier article de Charles Gave], sur la monnaie, qui rejoint les positions de Bertez, expliquant que l'invariant, désormais, ce n'est plus la monnaie, mais le prix des actifs.

Tout ça fait sens, fait corps. C'est un tout.

La rente, le prix des actifs, tout est devenu too big to fail.

Le parasite doit saigner toujours plus l'hôte pour arriver à se maintenir à sa taille disproportionnée. Se faisant, il **désincite** toujours plus l'hôte, le fragilise de plus en plus. **La croissance disparaît**.

Et même si je ne conteste pas les problématiques de peak everything, on voit bien qu'on nous agite désormais devant les yeux une impasse politique, en nous mettant en avant les écolos gôchistes non-croissantistes pour essayer de justifier politiquement la disparition de la croissance afin d'entériner la continuation de la grande spoliation de tout ce qui travaille et produit.

L'issue est évidente. Comme Gave ou Bertez la pressentent très bien également. Le parasite finira par tuer l'hôte. Dans une énième resucée de tentative communiste faillie, ie la spoliation

totale des productifs par la sainte alliance des peigne-cul, des gueulards et des rentiers.

Car in fine, tout revient toujours à ça : qui travaille gratuitement pour qui, ou dit autrement, qui est l'esclave de qui ? Ça vaut en politique intérieure comme dans les rapports entre nations.

La donnée majeure pour l'avenir

Les Clefs pour Comprendre du Mardi 25 Novembre 2014: Par Bruno Bertez

Les difficultés de la Chine sont au centre de l'actualité. En particulier pour l'incidence que cela peut avoir sur les matières premières et la déflation.

Les préoccupations conjoncturelles éclipsent la dimension historique des problèmes de la Chine. Plus exactement, il apparaît nécessaire de remplacer le mot «problèmes» par le mot «défi». La Chine est lancée dans un défi. A la fois par choix, mais aussi par nécessité.

Le présent essai replace la situation présente de la Chine dans la ligne de son passé, mais également dans la perspective de son avenir. Notre thèse est que la Chine est non pas en difficulté, mais dans une phase de transition pilotée. Les changements en cours en Chine sont gérés.

La Chine a une stratégie pour passer de l'ordre ancien de la première phase de mondialisation à la nouvelle phase où elle prend appui sur sa mondialisation pour développer un modèle économique plus équilibré et plus durable. Le nouveau modèle chinois tient compte de la situation mondiale présente, évidemment, mais surtout de ses limites. Il tient compte aussi des progrès de la technologie, des gains de productivité et de l'ère qui s'ouvre par la généralisation de la robotisation. D'ores et déjà, les avantages comparatifs dont a bénéficié le système chinois pendant la première phase, à savoir des coûts salariaux bas, une main d'œuvre abondante et relativement bien formée, orientée vers le travail, ces avantages comparatifs sont érodés. Le modèle prospectif chinois est fondé sur une moindre dépendance à l'égard de l'exportation, à l'égard des firmes occidentales qui utilisent la Chine comme base industrielle, et beaucoup plus sur les atouts intérieurs. Les atouts

intérieurs de la Chine sont: sa population de mieux en mieux formée, son progrès technologique et un marché domestique considérable.

Ce que les occidentaux ne comprennent pas, ou mal, et singulièrement les dirigeants européens, c'est que le flottement que l'on observe actuellement en Chine est une sorte de symptôme des réaménagements nécessaires pour préparer l'avenir. Attention, nous ne soutenons nullement que ce sera une réussite. Nous ne soutenons nullement que ce sera facile. Nous soutenons simplement qu'il ne faut pas se tromper de diagnostic: ce n'est pas la fin du miracle chinois, mais sa mutation, ou plus exactement son dépassement. Dépassement est tout à fait adapté puisque nous sommes en terrain dialectique et que l'esprit chinois, encore très imprégné au niveau de ses dirigeants, du maoïsme, cet esprit chinois fonctionne de cette façon. Pour les Chinois, le matérialisme historique n'est pas renié, il est dépassé en quelque chose d'autre qui s'appuie sur l'ancien pour faire advenir quelque chose de neuf.

Ceci est important car le monde est un Système et ce qui se passe en Chine, et en Asie en général, va revenir modifier considérablement ce qui se passe et qui va se passer dans les vieux pays occidentaux. Lorsqu'on considère le monde comme un système, alors on admet que le jeu d'un des éléments, dès lors qu'il est significatif, provoque des mutations partout ailleurs. On peut déplorer la pensée bornée des gouvernements européens et singulièrement celle de la France. Nous sommes en train de nous adapter à la situation issue de l'après-guerre et nous imitons le modèle allemand alors que ce modèle sera totalement obsolète à l'avenir. La France est en train de s'adapter à un sous-ensemble économique européen qu'elle voit à travers le rétroviseur alors qu'elle devrait regarder devant elle, avec une longue vue.

La préparation chinoise à un autre avenir implique des modifications dans différents domaines. Chacun de ces domaines a une vie propre, mais l'enjeu, c'est la cohérence de l'ensemble au service du projet:

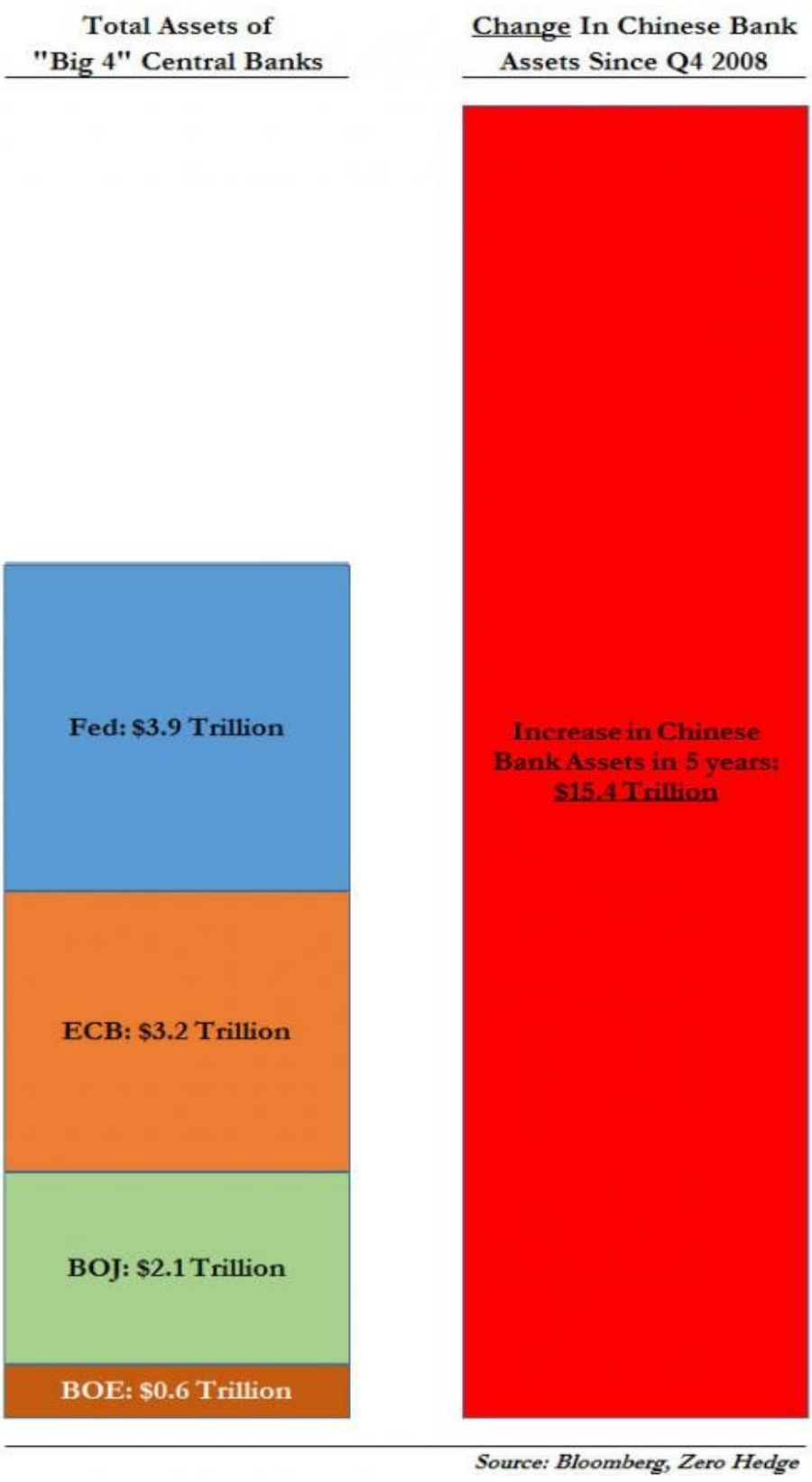
-La Chine doit réorienter son économie et son appareil de production. Elle doit réduire l'importance relative des travaux d'infrastructure, de l'industrie lourde, de l'industrie exportatrice et surtout celle de l'immobilier. Tous ces domaines représentent une part considérable du produit national actuel. Dans la perspective du futur, la Chine doit réorienter son appareil de production et, en

particulier, tenir compte à la fois des mutations technologiques et des mutations dans la demande. La demande intérieure et la demande de consommation de biens et de services doivent être favorisées et progressivement devenir prioritaires. Nous laissons de côté l'aspect militaire qui est déjà important et qui sera renforcé à l'avenir.

-La Chine doit réorienter sa politique financière. Elle doit progressivement abandonner la répression financière qu'elle impose aux ménages par le biais de la spoliation de l'épargne, par sa politique de taux d'intérêt et sa politique de changes.

-La Chine doit réorienter sa politique de changes comme complément à la mutation de sa politique financière. Pour ce faire, elle doit passer d'un change gouverné par l'accès aux marchés extérieurs et à la compétitivité. Bref, elle doit se détourner du mercantilisme et considérer qu'un change réévalué va dans le sens de l'amélioration du pouvoir d'achat de ses consommateurs.

-La Chine doit gérer la situation bancaire héritée du passé. Ce ne sera pas une mince affaire. En effet, le modèle de développement passé a conduit à une sous-optimisation des investissements, à un stock de dettes plus ou moins recouvrables, voire plus ou moins irrécouvrables, et ces dettes se trouvent dans des bilans plus ou moins opaques. Il faut assainir la situation sans accident, il faut fixer de nouveaux critères, bref, il faut favoriser une allocation des capitaux conforme aux nouvelles priorités définies.



-La Chine doit, et c'est peut-être encore le plus difficile, maintenir l'unité sociale et politique alors qu'elle doit détruire les intérêts qui

> sont enracinés dans des classes sociales plus ou moins souples. Elle doit heurter les intérêts politiques, industriels, financiers, militaires qui sont représentatifs de la première phase de sa mondialisation. Comment le faire sans perdre le pouvoir et sans dislocation sociale?
>
> C'est ce dernier problème qui est en quelque sorte la synthèse de tous les autres. Les choses matérielles ou financières se gèrent avec plus ou moins de facilité, mais elles sont moins conflictuelles que la destruction des intérêts acquis. La fuite considérable des capitaux que l'on observe à partir de la Chine depuis trois ans, des centaines de milliards, n'a pas d'autre origine: elle constitue une anticipation par les couches sociales qui se sont enrichies au cours des dernières décennies, une anticipation de ce qu'ils pressentent devoir les attendre.

Le mouvement chinois n'en est qu'à ses débuts et ce sera tout sauf un grand bond en avant. Ce sera progressif, beaucoup de choses seront souterraines et se feront par petites touches. Quelquefois, les événements pourront prendre un tour chaotique. On ne peut y échapper.

Plus prosaïquement, ce mouvement implique un ralentissement prolongé du taux de croissance chinois. Cela ne sera pas sans conséquence au plan international. Il y aura aussi des conséquences sur le plan intérieur car la croissance, même de mauvaise qualité, permet un relatif calme social. Le plus probable est qu'il y aura une forme de gestion en «stop and go». Lorsque la croissance ralentira trop, il faudra lâcher du lest. Ceci pourra être interprété faussement comme un retour en arrière alors qu'il s'agira en réalité d'assurer une marche en avant.

Surprenante baisse des taux

La banque centrale chinoise a annoncé vendredi dernier une baisse de ses taux d'intérêt, une mesure inédite depuis 2012 qui doit permettre de revigorer la deuxième économie mondiale et qui a galvanisé les marchés mondiaux. Cette baisse des taux de référence sur les dépôts et les emprunts à un an, respectivement de 0,25 et 0,40 point de pourcentage, sera effective à compter de ce samedi, a précisé la Banque populaire de Chine (PBOC, banque centrale).

Il s'agit de la première baisse des taux d'intérêt en Chine depuis juin 2012.

Décidée en réaction au ralentissement de la croissance et aux risques déflationnistes, la mesure verra le taux de dépôt à un an ramené à 2,75% et celui de la rémunération de l'épargne à 5,6%. La mesure a électrisé les Bourses mondiales, qui étaient déjà bien disposées après que la BCE eut annoncé être prête à étendre son soutien à l'économie si cela s'avérait nécessaire.

Dossier transports du futur - partie 2:

une mobilité sans pétrole

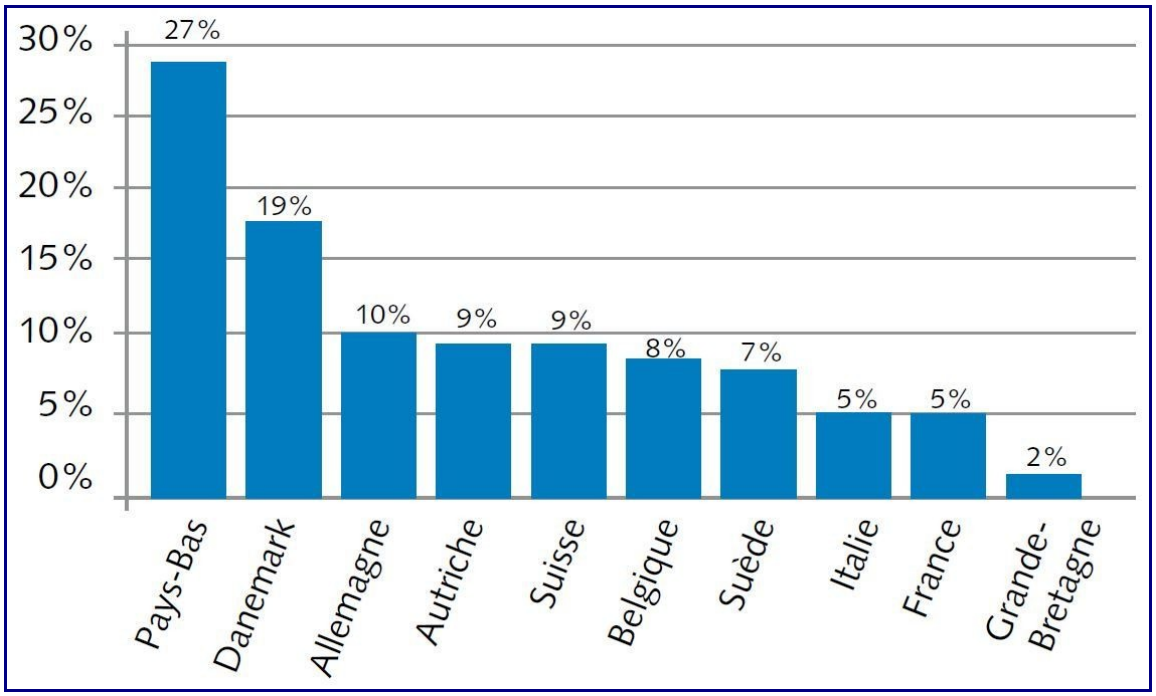
19 Novembre 2014 , Rédigé par Benoît Thévard

Après avoir pensé un aménagement du territoire cohérent et efficace, il est urgent de créer ou réhabiliter un réseau de transport dont le maillage permettra à une majorité de citoyen, des villes comme des campagnes, d'avoir accès à la mobilité sans être dépendant du pétrole. Pour des distances inférieures à 5 km, l'usage de la force musculaire (vélo, marche, traction animale) est la plus appropriée et pour les distances supérieures à 50 km, l'accès à un réseau ferré ou à d'autres transports en commun est quasiment assuré. En revanche, dans la plage de distances intermédiaire le pétrole est roi.

Aménagement de voie spécifique pour les vélos.

Valorisation du transport doux

Le transport doux est le plus ancien et le plus naturel, car c'est celui qui utilise la force humaine ou éventuellement animale. La part du vélo et de la marche dans les déplacements urbains est croissante au cœur des grandes métropoles, mais en diminution dans les zones périurbaines. Le Pays-Bas est champion européen dans l'usage du vélo avec 26 % de tous les déplacements, 38 % pour le Grand Amsterdam et 50 % pour le centre ville*.



Part modale du vélo dans plusieurs pays européens. Source: Ministère des transports des Pays-Bas

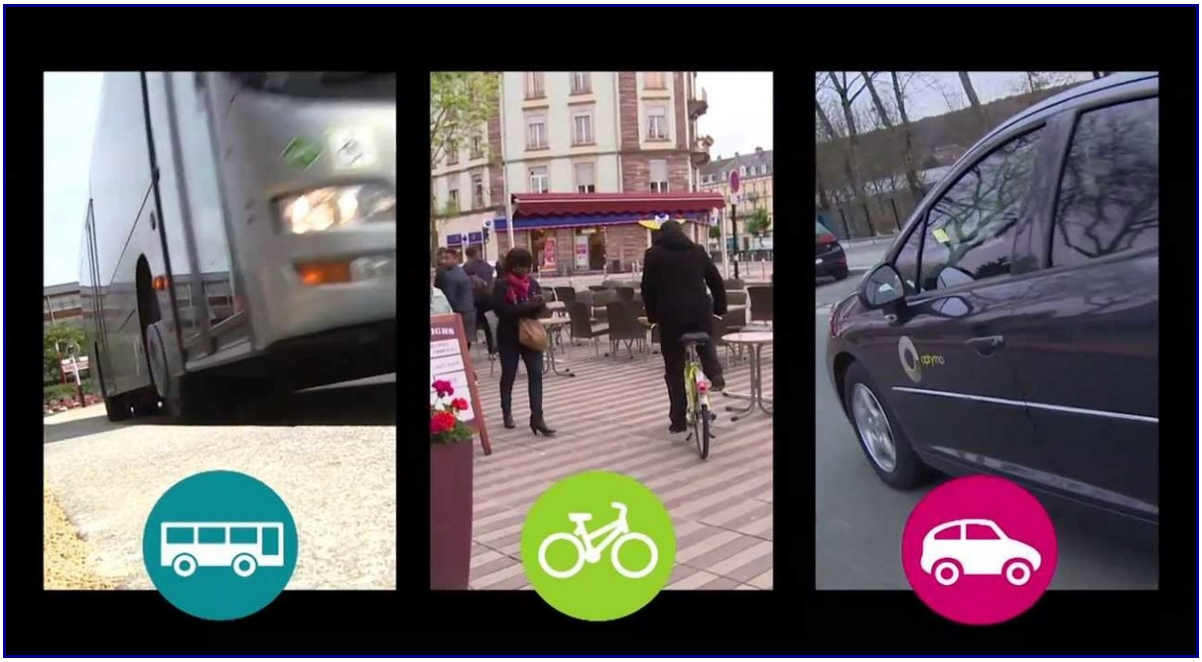
D'après les travaux de Frédéric Héran, Ce sont essentiellement trois facteurs qui déterminent la part du vélo dans les déplacements.

1/ Il faut absolument **réduire l'usage de la voiture**, car le marché des déplacements n'est pas extensible. Il faut ainsi contraindre son usage en zone urbaine par la mise en place de **taxes**, d'un **plan de circulation défavorable**, d'une réduction du nombre de places de stationnement et d'une augmentation de leur prix. Ce type de politique est généralement mal vu par les habitants, surtout les commerçants qui ont peur de voir leur chiffre d'affaire baisser. Cette peur est notamment justifiée pour les commerces « de passage », par exemple les boulangeries devant lesquelles on s'arrête rapidement pour acheter une baguette. Ça l'est beaucoup moins pour les autres commerces qui fonctionnent souvent

mieux lorsque piétons et vélos ont le champ libre. Un compromis consiste à opérer **un changement progressif** avec des périodes de test : rendre une rue piétonne une fois par mois, changer le plan de circulation sur une période limitée, etc.

2 / La pratique de la bicyclette est très sensible aux **conditions de sécurité routière** et donc à l'emprise du trafic automobile, c'est pourquoi l'urbanisme doit être pensé dans ce sens. Cela passe par des **aménagements spécifiques**, des pistes cyclables bien conçues, des dispositifs de stationnement et contre le vol, des services de location et de réparation, une réduction de la vitesse des automobiles, etc.

3/ Enfin, puisqu'il n'est pas possible d'effectuer tous les déplacements à vélo, il faut que celui-ci puisse **s'intégrer dans un système de transports** associant marche, vélo et transports en commun. Ainsi, le Territoire de Belfort fait évoluer son réseau de manière à le rendre **multimodal et très attractif au niveau du prix**. Le réseau Optymo propose une offre « triple play » : bus + vélos en libre-service + voiture en libre-service. Pour le bus, le tarif unique est fixé à 0,8€ par trajet, il en coûte 0,02€ par minute de vélo ou 0,3€ par kilomètre de voiture, somme à laquelle il faut ajouter un forfait d'un euro par heure d'utilisation. De plus, le **tarif social** plafonne le coût total mensuel à 9€ par mois.



Offre Triple play du territoire de Belfort

Le transport ferroviaire : meilleure alternative au pétrole ?

Depuis le milieu du XXème siècle, l'utilisation massive de l'automobile (et du transport routier en général) a progressivement conduit à la disparition de nombreuses infrastructures de transport ferroviaire. Pourtant, en termes d'efficacité, on estime que pour une puissance de moteur équivalente, le transport routier permet de transporter **trois fois moins** de marchandises que le transport ferroviaire et **vingt-cinq fois moins** que le transport par péniche. Si ce dernier n'est pas possible partout, le transport ferroviaire en revanche est adaptable à tous les terrains et tous les usages.

> CarGoTram : transport de marchandise en centre-ville (Dresde-Allemagne)
>
> Le Groupe Volkswagen décide en 1997 d'approvisionner son usine de Dresde, depuis le centre logistique situé à la gare de marchandises, à l'aide de deux CarGoTrams. Chacun peut transporter l'équivalent de 3 camions, soit un volume de 214m3 ou une masse de 60 tonnes, à une vitesse de 50km/h et sur un parcours de six kilomètres. Les CarGoTrams utilisent **le réseau de tramway existant**, ce qui permet de traverser aisément le centre-ville. Des itinéraires secondaires sont prévus en cas de problème de circulation.

Tram-train : le tramway qui se prenait pour un train (ou l'inverse)

Entre 1894 et 1936, l'Arpajonnais était un tramway qui faisait la jonction entre les halles de Paris et Arpajon, ville maraîchère située à 35 kilomètres du centre de la capitale française. En plus des passagers, il permettait d'emmener jusqu'à 25 000 tonnes de fruits et légumes par an au cœur de Paris. Cette solution qui combine ce que l'on appelle aujourd'hui le tram-fret (marchandise) et le tram-train (passagers), permet à la fois de circuler sur le réseau régional et de desservir les centres urbains.

En Espagne, la communauté valencienne a mis en service une ligne qui permet de relier Alicante et Denia (90 km) à la vitesse de 110 km/h, tout en desservant les centres urbains à la manière d'un tramway.

A l'échelle d'un bassin de vie, on pourrait voir renaître les **Voies Ferrées d'Intérêt Local (VFIL)**, notion créée en France au milieu du XIXème siècle, qui permet de laisser une **grande autonomie technique et financière** qu'il faut encadrer pour préserver l'interopérabilité des réseaux. Ces nouvelles voies d'intérêt local côtoient les routes pour éviter les acquisitions foncières

et de nouvelles artificialisations des terres agricoles. Cela permet également d'utiliser les mêmes ouvrages d'art tels que les ponts et les tunnels. Le matériel utilisé est **plus léger et moins encombrant que les trains de grandes lignes**, autorisant l'utilisation de motorisations moins puissantes, plus adaptées à l'utilisation de ressources énergétiques locales.

CargoTram à Dresde.

Le réseau départemental de Haute-Vienne était exemplaire à ce titre, puisque la seule centrale hydroélectrique de Bussy-Varache, d'une puissance de 1,75 MégaWatts (MW), permettait d'alimenter les 345 km de lignes autour de la ville de Limoges, entre 1908 et 1949. Le parc de 39 locomotives a permis de transporter jusqu'à **2,2 millions de personnes en 1938**, avec un départ tous les vingt minutes entre 5h du matin et 21h.

Pour un territoire qui ne dispose pas de potentiel hydroélectrique, il « suffirait » par exemple de:

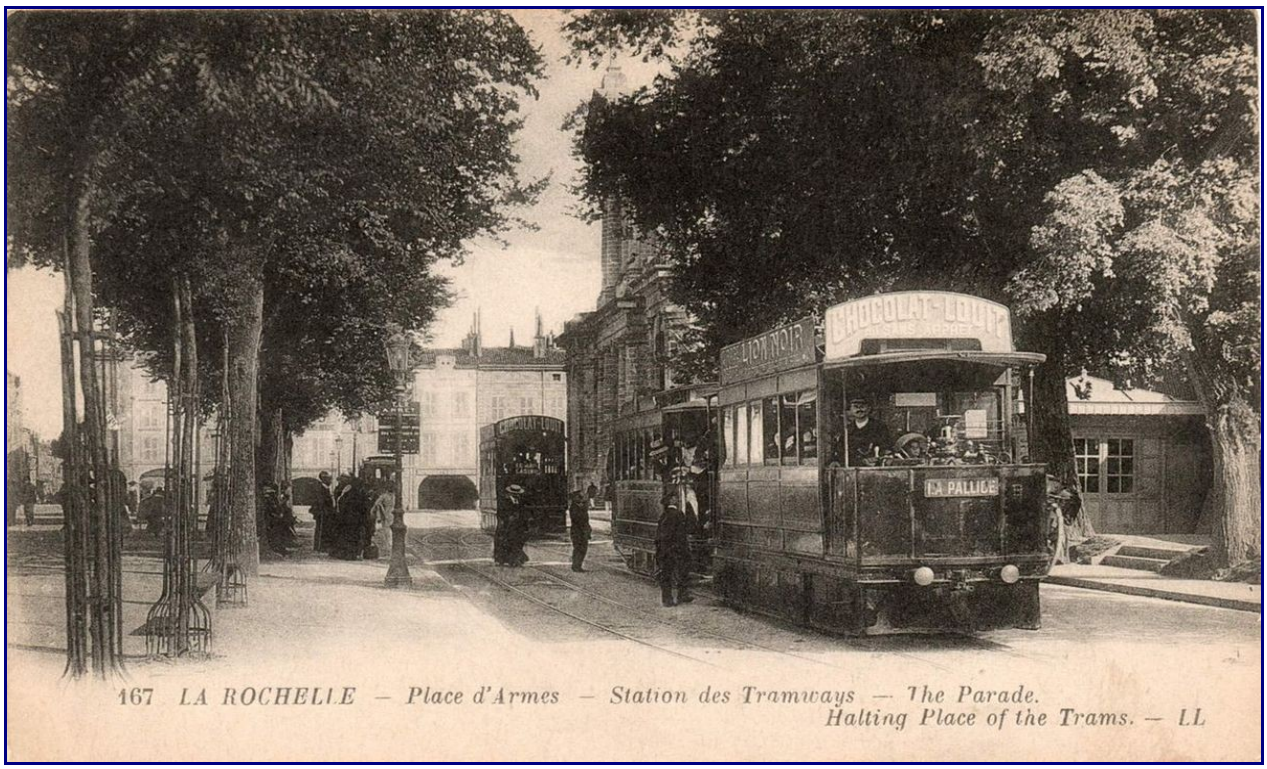
- deux éoliennes de 3MW
- une centrale à cogénération biogaz de 250 kW
- 2,8 MWc de panneaux photovoltaïques (10 000 panneaux environ)

... pour produire la même quantité d'électricité et alimenter ainsi tout un

réseau local de transport sans dépendre du pétrole. A titre de comparaison, une seule locomotive de TGV requière une puissance électrique comprise **entre 8,8 MW et 12,2 MW** !

Le problème de la mobilité n'est donc **pas une question de technologie**, mais un choix politique avant tout. Préférons-nous faire Paris-Marseille en 3 heures, ou permettre à chaque français d'accéder au centre urbain le plus proche sans dépendre de sa voiture ? Certains répondront qu'il ne faut pas opposer les deux et qu'il y a une certaine complémentarité, mais malheureusement, l'un se fait aux dépends de l'autre et **l'augmentation des LGV s'accompagne de fermetures de petites lignes locales considérées non rentables.**

Le train à cet autre avantage qu'il permet beaucoup plus facilement de **stocker l'énergie** que les véhicules personnels. L'utilisation de l'air comprimé a d'ailleurs été longtemps mise en œuvre dans des transports en commun, avant de voir apparaître des moteurs électriques beaucoup plus performants. La compression de l'air est un moyen de stocker une **énergie mécanique** (turbine de compression installée sur une chute d'eau) ou **électrique** grâce à un compresseur. Ces alternatives deviennent surtout intéressantes lorsque l'électrification des voies ferrées est trop coûteuse.



Tramway à air comprimé de La Rochelle en 1905.

Enfin, la voiture électrique n'est **pas une solution généralisable**. Non seulement parce qu'il faudrait refaire tous les réseaux électriques, mais aussi parce que la quantité d'électricité nécessaire serait trop importante au regard de la transition énergétique qui s'impose. Seuls de fervents partisans d'une expansion de la filière nucléaire française peuvent encore trouver cela réaliste, mais cela n'enlève pas la problématique des batteries, des fortes puissances exigées lorsque les français rentrent du travail, du coût prohibitif en l'absence de subventions et du haut niveau de complexité de ces véhicules, très consommateur de ressources à la fabrication.

Pour résumé ces deux premiers articles:

- Il faut améliorer l'accessibilité aux biens et services essentiels pour diminuer le besoin en déplacements.

- Pour les trajets inférieurs à 5 kilomètres, les transports doux doivent être favorisés par tous les moyens.

- Il faut remettre en place des réseaux ferroviaires denses et accessibles dans toutes les zones rurales, avec des véhicules légers et efficaces combinant le transport de personnes et de marchandises.

* Magazine Ville&Vélo, L'irrésistible ascension du vélo en Europe, N°45, mai/juin 2010, pp. 6

L'OIT décrète l'état d'urgence sociale en Grèce jusqu'en 2038

24 novembre 2014, Liberation.fr

Des familles d'immigrés et des squatters grecs, partagent un repas préparé par une "cuisine sociale", le

2 novembre au complexe "Ta Prosfygika" à Athènes. (Photo Louisa Gouliamaki. AFP)

HISTOIRE

Trente ans ferme, c'est à peu près ce dont risque d'écoper socialement la Grèce, étranglée par la grande dépression débutée en 2008. La lutte contre le chômage de masse doit constituer une priorité pour un pays exsangue qui, sans mesures ciblées, risque d'affronter une *«crise sociale prolongée»* et de ne retrouver qu'en 2038 son niveau d'emploi d'avant la récession, a averti lundi l'Organisation internationale du travail (OIT). La Grèce a perdu en six ans un emploi sur quatre. *«Plus de 70% des chômeurs sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an et près de la moitié depuis plus de deux ans»,* explique l'OIT.

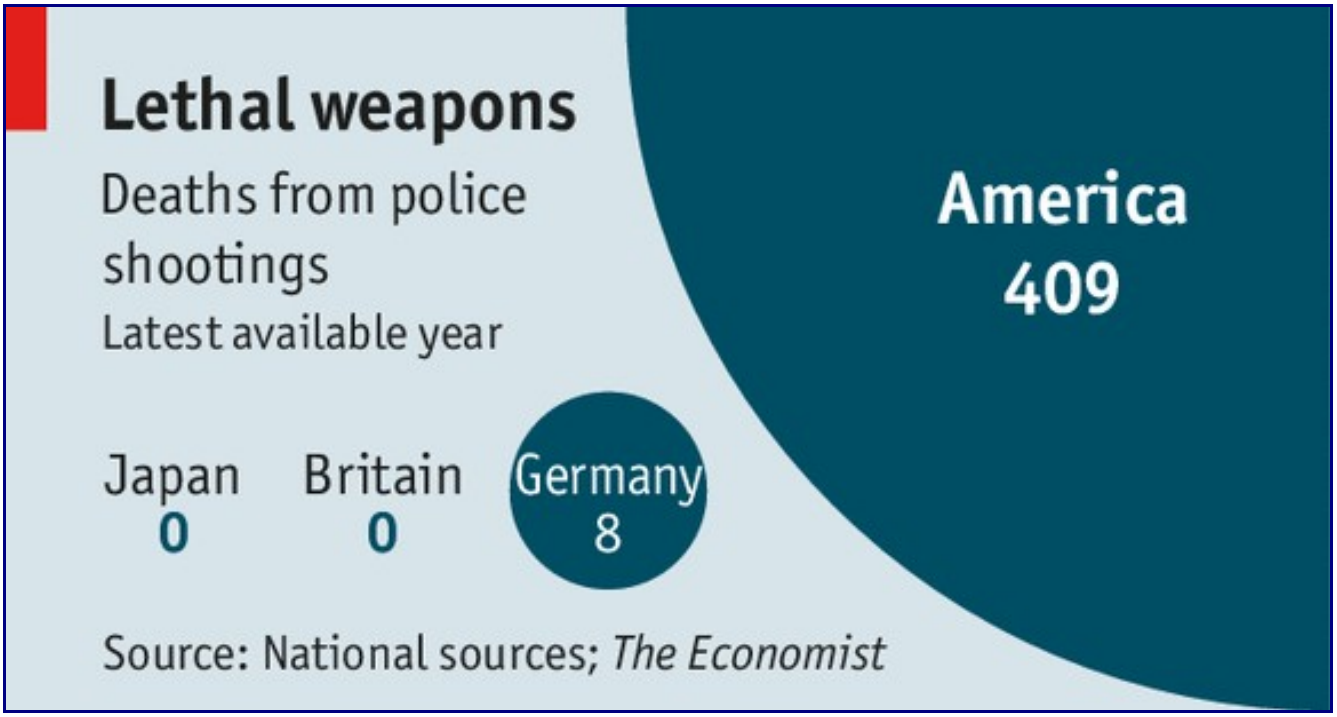
L'exposition à la pauvreté, juste au-dessus des 20% avant 2008, touche maintenant 44% de la population. L'OIT préconise une stratégie mêlant *«mesures d'urgence et réformes structurelles»* et plaide pour une *«amélioration soutenable du niveau des salaires»* après une chute vue *«nulle part ailleurs en Europe»*. Le taux de chômage en Grèce, le plus haut d'Europe, reflue lentement depuis son record de septembre 2013 à 28%. Il s'établissait en août à 25,9%. Le pays devrait tourner en 2014 la page de six ans de récession et voir son PIB croître de 2,9% en 2015.

La police US, symbole de la transformation de la république en Empire

Aux infos du Nain , lundi 24 novembre 2014

Un simple tour sur google images, à "USA militarized police" suffit à comprendre l'enjeu. Comme d'hab, les USA, ont 10 ans d'avance. Tant sur la mise en place de l'Empire que sur la décivilisation.

Une police ultra violente et méprisante, en guerre contre son peuple, pour faire tenir le bousin multi culturel avec distribution d'argent gratuit de plus en plus rare à une plèbe impériale abrutie, indécente et déresponsabilisée sous tittytainement...



Parce que c'est un tout.

Et tout ça va se coupler à des lois de criminalisation de tout ce qui conteste le status quo, dans le même temps que le système va tolérer de plus en plus, faute de moyens, la criminalité de tous les jours (s'apparentant de plus en plus à une guerre civile de basse intensité).

Dans les deux images, y a pas que les flics qui ont changé...

Le stock de gros poissons a fondu des deux tiers en 130 ans

Publié par wikistrike.com sur 26 Novembre 2014

Une étude observe que ce phénomène coïncide avec le développement de la pêche industrielle. Les petites espèces, moins exposées aux grands prédateurs, se mettent à pulluler.

C'est un nouveau signe alarmant de la perte de biodiversité accélérée qui touche la planète et tout particulièrement ses océans : les stocks de gros poissons ont chuté des deux tiers en un peu plus d'un siècle, entre 1880 et 2007, en raison de la surpêche, signale l'Institut de recherche pour le développement (IRD) dans une étude rendue publique mardi .
Le constat dressé par l'équipe de recherche internationale, qui a passé au crible plus de 200 modèles d'écosystèmes océaniques sur l'ensemble du globe, est celui d' *« un effondrement des stocks de thons, mérous, requins et autres prédateurs supérieurs, avec des conséquences en chaîne à une échelle globale, tant sur les réseaux alimentaires que sur l'équilibre des écosystèmes »*. La régénération assez spectaculaire des thons rouges de Méditerranée mérite donc d'être sérieusement relativisée . La survie de cette espèce est très menacée ailleurs, dans l'Océan Pacifique et l'Océan Indien notamment.

Conséquences en cascade sur la chaîne alimentaire

Autre fait très marquant, *« ce déclin s'accélère »*. Selon les experts de l'IRD, *« plus de la moitié (54 %) de cette perte de biomasse »* s'est produite au cours des 40 dernières années. Inutile de chercher très loin l'erreur, le début de cette période correspond en gros au démarrage de la pêche industrielle dans les années de 1970. L'étude de l'IRD n'y va pas par quatre chemins : *« thons, mérous, raies, requins, espadons... sont les mets préférés des consommateurs, incitant les pêcheurs à prélever ces grandes espèces marines. »* Ils ont tendance à pêcher ces poissons *« à forte valeur économique »* jusqu'à épuisement des stocks et *« nombre de ces espèces sont aujourd'hui menacées d'extinction »*.
Selon la liste rouge des espèces menacées de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), première organisation environnementale mondiale --regroupant agences gouvernementales, experts et ONG--, 12 % des espèces de mérous, 11 % des thonidés et 24 % des requins et des raies sont menacés d'extinction.
L'IRD souligne que *« la perte de ces prédateurs supérieurs a des conséquences en cascade sur la chaîne alimentaire »*, perturbant *« l'équilibre des populations de leurs proies - petits poissons, méduses, etc. - qui, elles, prolifèrent »*. Sardines et anchois se sont ainsi mises à abonder et ce jusqu'à un doublement de leur population au siècle dernier.
On est ainsi passé au cours du 20e siècle *« d'océans peuplés pour une large part de grandes espèces à des espaces dominés par les petits poissons »*, à la durée de vie courte et plus vulnérables aux fluctuations de l'environnement, conclue l'IRD.

Au secours !!! ça baisse ! Enfin, surtout le pétrole

Chronique matinale par Thomas Veillet - nov 26, 2014

Bon d'accord, pas beaucoup. Il faut dire que les volumes sont minables et que les traders cherchent des avions qui volent encore pour quitter New York étant donné la tempête de neige qui approche Manhattan et qui pourrait risquer de laisser des milliers de traders obligés de rester dans leurs appartements et de manger de la dinde congelée à la place d'aller manger celle de maman à la maison comme dans les films qui finissent bien.

Mais la faiblesse des volumes était compensée par le nombre de nouvelles. En effet, comme le reste de la semaine sera aux abonnés absents, les instances supérieures qui décident quoi et quand il faut publier des chiffres économiques, ont décidé de tout grouper en une seule fois hier. Et forcément, dans le tas il y a des trucs qui n'ont pas plu, malgré notre volonté de voir le verre à moitié plein, même plutôt de voir le verre qui déborde…

Pourtant en Europe ça avait plutôt pas mal commencé puisque les Allemands nous ont gratifié d'un GDP en hausse de 0.1% alors que les « experts à Francfort » avaient trouvé des traces d'ADN qui étaient censées prédire une baisse de 0.2% chez les champions du monde. Caramba, encore raté pour les économistes qui se sont fourré le doigt dans l'œil jusqu'au « elbogen ». La bonne surprise des chiffres économiques plus les restent du discours d'automotivation de Draghi de vendredi passé donnait des ailes au marché local qui trouvait donc la force de monter encore et mieux encore, de résister à la faiblesse (relative) de New York qui refusera fermement de monter plus tard dans la journée.

Toute l'Europe terminait donc dans le vert, l'Allemagne ouvrait fermement la marche et Londres – qui n'est pas vraiment en Europe – fermait le peloton en terminant timidement en hausse de 0.02%. Le marché de la City était sous pression à cause que dans le secteur pétrolier c'est la panique et que comme ils ont beaucoup de pétroliers chez eux, ça foutait les jetons.

Oui, car pour une fois, le thème de la journée n'était pas l'exubérance haussière du marché américain, mais la dépression nerveuse mâtinée de burnout qui touche les traders sur le pétrole. Car, malheureusement pour eux, le sujet de l'or noir est devenu sacrément « touchy ». Il est vrai que depuis des années on nous a bourré le mou avec des théories comme le « peak oil », nous expliquant à nous, pauvres mortels, que le pétrole ne pouvait que MONTER – amicales salutations à Monsieur Murti ex-de chez Goldman Sachs qui nous avait juré devant Shiva que le baril ne pouvait QUE monter et

pas n'importe où, mais à 300$ – des années que l'on nous explique que l'on consomme plus que l'on produit et que CQFD, ça ne peut pas durer comme ça, un jour, forcément on va se retrouver en train de ramper devant les rois du pétroles pour les supplier de nous vendre 10 litres d'essence pour mettre dans la Prius.

Je me rappelle même qu'un jour mon père m'avait dit, alors que je remplissait le réservoir de la tondeuse à gazon ; « profite Thomas, parce que dans le journal ils ont dit que dans 25 ans y aurait plus de pétrole et là, tu devras tondre le gazon à la main »… Je me souviens que ce jour là, j'ai haïs les rois du pétrole qui allaient me forcer à tondre le gazon à la main, déjà que j'exècre faire ça avec la tondeuse… Bref, c'était il y 30 ans et la dernière fois que j'ai checké, il y a plein d'essence à la station à la sortie du village et je hais toujours autant tondre le gazon, même avec de l'essence.

Tout ça pour vous dire que depuis quelques jours, la « formule magique » qui ne pouvait en aucun cas imaginer voir baisser le pétrole est en train de partir en vrille. On a pourtant tout essayé. Les théories comme quoi la Russie est morte sous les 80$, les mêmes théories comme quoi les USA sont morts en dessous de 75$, rien n'y fait. Depuis 48 heures, tout le monde se concentre sur la réunion de l'OPEC qui aura lieu demain. Alors que, je le rappelle, cela fait 8 ans au bas mot que l'on se moque TOTALEMENT ce que peut bien vouloir faire ou dire l'OPEC. Sauf que soudainement, depuis lundi, tout a changé et l'on se dit que tout ces gars habillés en blanc immaculé ont une autre fonction que racheter des clubs de foot et que, peut-être, on ferait bien de s'intéresser à eux.

Hier le Venezuela a laissé entendre que l'OPEC pouvait aller se gratter, ils n'avaient aucune intention de réduire leur production, ni de racheter le PSG d'ailleurs. Ces dernières déclarations laissaient donc peu d'espoir sur un consensus qui prônerait la réduction de la production d'or noir.

Le baril s'est donc enfoncé dans le sable, passant allégrement la barre mythique et psychologique des 75$, en baisse de 2.7% sur la journée et au plus bas depuis 4 ans. La bonne nouvelle c'est que plus le pétrole se fait défoncer le baril, plus le stimulus économico-pétrolier pousse l'économie US. La mauvaise nouvelle c'est que les gars qui font du « shale oil » made in the USA, ils vont commencer à tirer la gueule, vu que leurs coûts de production sont un poil plus haut que ça… L'équation n'est pas facile à

résoudre, mais en attendant les traders pétrole sont en pleine débandade, ils balancent toutes leurs positions en attendant l'OPEC, Thanksgiving et la tempête de neige. Et à la fin, le pétrole est au plus mal..

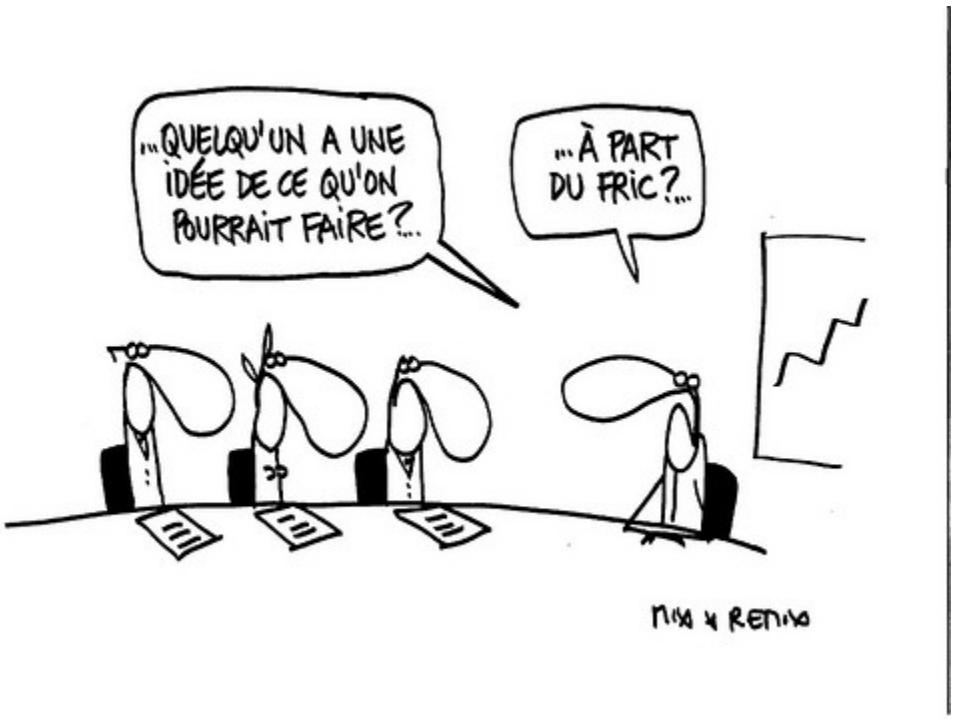
Mais ce n'est pas tout, car même si l'on regarde les indices ce matin, au premier coup d'œil, on pourrait dire qu'il ne s'est rien passé. Que nenni. Il s'est passé plein de trucs, c'est juste que tout le monde s'en fiche.

Après le sketch au niveau du pétrole, nous avons eu les chiffres économiques. Le GDP américains était nettement plus fort que ce qu'attendaient vos économistes préférés. Ils se sont ENCORE ratés dans leurs prévisions. Tout ceci étant mis en perspective par le fait que plus personne ne croit encore que le GDP est un vrai chiffre. Actuellement, entre 104 et 112% des intervenants ont des doutes sur les chiffres qui sont utilisés pour calculer le GDP, mais c'est pas grave, comme beaucoup de choses aux USA, la fiction se rapproche de la réalité et on se dit que l'on va faire « comme si ». Le GDP était donc plus fort, mais le marché n'est pas monté. Ensuite il y a eu les chiffres du marché immobilier qui étaient plus forts aussi. Mais le marché n'est pas monté. Puis ensuite il y a eu les chiffres de la confiance qui étaient plus faibles et là le marché il a baissé. Une correction massive s'est déclenchée sur le S&P500 qui nous offrait (en clôture), une des 2 plus fortes baisses de ces 5 dernières semaines. C'est simple, il y a eu deux journées négatives et l'autre c'était 0.3%.. Là on baissait tout de même de 0.12%.

Oui, je sais, ça fout la trouille.

Et puis il y avait l'or. Ah non. L'or il n'a rien fait et vaut toujours 1200$.

Par contre il s'est passé un autre truc…



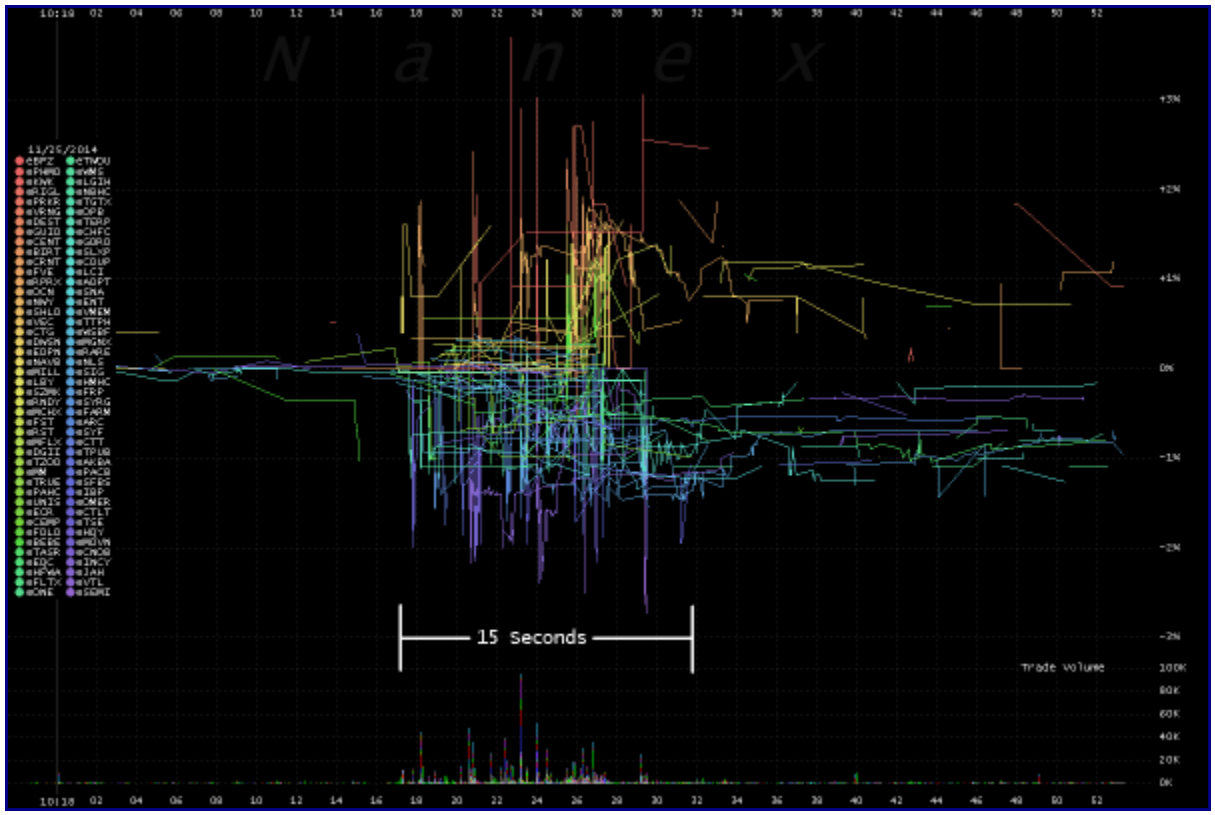
Les High Frequency traders ou je-ne-sais-pas-comment-on-veut-appeler-ces-mecs-qui-balancent-des-milliers d'ordres par micro-secondes… Mais les High Frequency Traders étaient de retour en ville. Hier il y a eu deux « mini flash krachs »… tout d'abord c'est 88 titres qui ont plongé de plus de 1% et 261 autres qui ont perdu 0.25% en 0.1 seconde et tous au même moment avant de tout récupérer et puis ensuite une seconde vague qui a touché 40 actions qui ont eu le même comportement.

Je pousse dans un grand cri : « MAIS C'EST SUPER DEBLEUUUU, IL FAUT LAISSER FAIRE CE GENRE DE TRUCS ENCORE ET ENCORE, FINALEMENT UN JOUR CES ABRUTIS VONT BIEN REUSSIR À NOUS PLANTER LES INDICES POUR DE BON ».. Cette fois ça ne sera pas 0.3% de baisse, mais 40% et on viendra pleurer « parce qu'on a perdu beaucoup d'argent et que l'on n'avait pas compris ce qui se passait..Sniff. » – parfois je me dis que l'homme est idiot. Profondément idiot. Mais je peux me tromper.

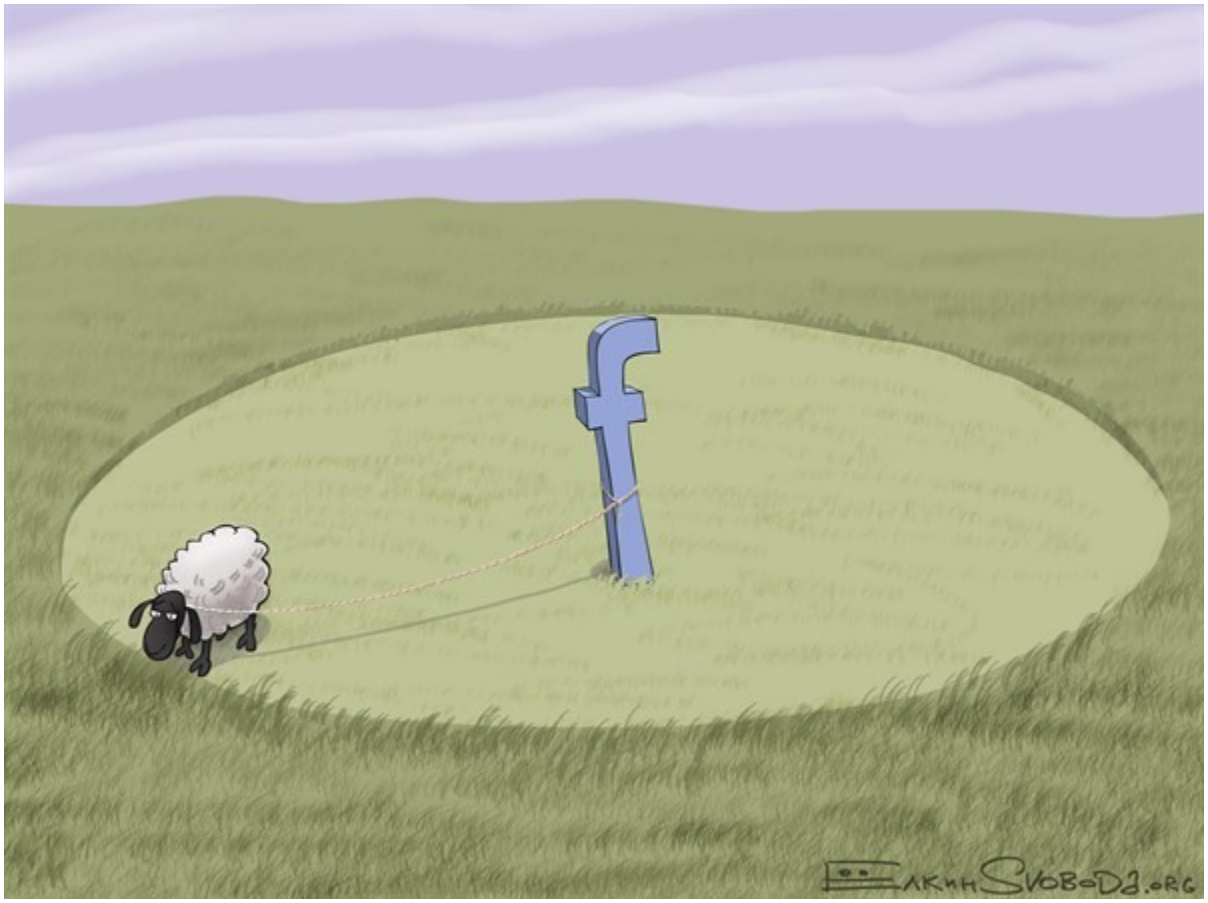
Cependant je prends le pari que ces trades électroniques et automatiques vont nous coûter un bras un de ces jours…

Je vous ai mis le graphique de la première vague de vente. Ça ne vous dira peut-être rien, moi, ma fille de 4 ans me fait les mêmes dessins et me soutient fermement que c'est une licorne, alors tout est possible. Ceci dit, selon Marketwatch, cela représente environ 300 titres qui se plongent au même

moment..



Un jour on va se la prendre, et ce jour-là on dira que c'est tout de la faute des HFT et faudra pas dire que je ne vous l'avais pas dit…



Whatelse ? comme disait Jean..

L'Asie est résolument en hausse ce matin. Le Japon +0.28%, la Chine qui ne baissera plus jamais est en hausse de 0.5% et Hong Kong est timidement en avance de 0.15%, sans grade conviction.

Pour les nouvelles du jour, on continue dans les délires des nouvelles boîtes technologiques à la mode, Uber, la compagnie qui va tuer les taxis est en plein round de financement. Un de plus, cette fois une des stars de Wall Street est dans le coup puisque T. Rowe Price ferait partie de la nouvelle fournée. La compagnie est donc estimée dorénavant à 40 milliards. Le Congrès a beau couiner sur le sujet des données personnelles – c'est l'hôpital qui se fout de la charité – la France peut continuer à râler sur le sujet personne ne les écoute, UBER continue de lever du fric. C'est énorme. Ceci dit, j'ai testé plusieurs fois ces dernières semaines et dans plusieurs endroits et je dois dire que c'est pas mal du tout. Alors oui, quand les TPG font la grève, c'est aussi compliqué que d'avoir un taxi, mais dans un vrai jour, c'est topissime, ça donne presque envie de ne se déplacer plus que comme ça. En plus les voitures sont moins pourries que les taxis et c'est moins cher…

CQFD..

Il y a même des concurrents qui s'y mettent (lyft.com et chauffeurprivé.fr), ce n'est donc que le début.

Pendant que certains investissent dans UBER, il y en a d'autres, comme Jim Rogers, qui investissent en Russie. Le pape des commodities a annoncé qu'il pensait qu'il y a avait quelque chose qui avait changé au Kremlin qui lui donnait envie de retourner là bas, chose qu'il n'avait plus fait depuis 46 ans !!! 46 ans qu'il est bear sur la Russie, mais là il dit que le communisme c'est fini et que le KGB aussi. C'est vrai maintenant c'est le FSB et ils sont vachement plus sympas, pendant les séances de torture, ils vous préviennent avant de vous casser le nez et de vous arracher les ongles.

Chiffres pas terribles de Hewlett Packard, le titre baissait after close, mais remontait. La photo n'est pourtant pas rose, mais ils vont probablement licencier à nouveau cela rassurait donc Monsieur l'investisseur. Autrement, Tiffany a publié des bons chiffres et le titre montait de 2.6%, ce n'est pas la crise partout. On notera aussi NetFlix qui n'est plus en odeur de sainteté, downgradée hier par Stifel, on pense que le nombre de nouveaux abonnés est en baisse et que, bof, ce n'est plus aussi fun qu'avant. Le titre est en terrain négatif pour 2014, ce qui n'est pas peu dire pour NetFlix.

Apple pèse dorénavant 700 milliards de dollars – Total fait face à un procès pour corruption en France. Une pétrolière qui fait dans la corruption, ça serait quand même étonnant. Ce n'est vraiment pas le genre. La Bundesbank a parlé hier et montré son inquiétude. Ils pensent que les taux bas poussent les investisseurs vers des obligations plus risquées et cela mettrait en danger la stabilité financière de l'économie Européenne. C'est drôle parce que l'adjectif « stable » n'est pas le premier qui me vient à l'esprit quand on parle de l'économie européenne.

George Gero de chez RBC pense que l'or est mûr pour rebondir. D'ici un an, il pense que l'on devrait revoir les 1300$- voir les 1400$. Les chiffres américains du jour,

1) depuis la mort de Michael Brown, soit le 9 août, 244 adolescents ont été blessés par balles à Chicago – on ne dit pas combien par la police.
2) L'efficacité des drones américains, selon les derniers chiffres, les 41 terroristes qui ont été visés par des attaques de drones américains ont entrainé

la mort de 1147 personnes. Des dommages collatéraux. Et on ne précise pas si les terroristes en question sont morts.

En Europe on parle toujours de Juncker. Son plan miracle devrait booster le PIB de près de 80 milliards et créer 1.3 million d'emplois. Reste à trouver le financement. Ça tombe bien, l'Europe croule sous le pognon. Et puis Fitch a confirmé les ratings de l'UBS et du Crédit Suisse, ouf.

Côté chiffres économiques, nous aurons l'indicateur de consommation en Suisse, les prix à l'importation en Allemagne, l'indice de confiance du consommateur en France et en Italie, le GDP de la Reine d'Angleterre et puis la dernière ligne droite des chiffres aux USA, demandes d'hypothèques, Jobless Claims, Durable Goods, Personal Income & Spending, Chicago PMI, Michigan Consumer Confidence, New Home Sales, pending Homes sales et les inventaires pétroliers version EIA. Demain il y aura la réunion de l'OPEC…

Les futures sont en hausse de 0.10%. L'Euro/$ est à 1.2478, le $/yen est à 117.70 et le bitcoin est à 372$. Le rendement du 10 ans US est à 2.25% et l'Euro/suisse est toujours au même endroit – 1.2026.

Voilà, c'est tout pour ce matin. Je vous retrouve demain pour une version édulcorée parce que Thanksgiving et que quand les ricains ne sont pas là le monde s'endort. En attendant je vous souhaite une belle journée tout en précisant que la journée à New York devrait être écourtée à cause de la dinde.

À demain, si vous le voulez bien !

0,004% de la population s'accaparent 13% de la richesse du monde

Publié par wikistrike.com sur 25 Novembre 2014

13% de la richesse du monde sont concentrés entre les mains de 0,004% de la population du monde, indique un nouveau rapport, publié par la banque suisse UBS et le cabinet de consultance Wealth-X, et intitulé « The World Ultra Wealth Report 2014 ».

Il précise que dans le monde, on a recensé cette année 211 275 individus ultra-riches (« Ultra-high net worth », ou UHNW), c'est-à-dire, qui disposent

d'une fortune d'au moins 30 millions de dollars, ce qui implique une augmentation de 6% par rapport à l'année dernière, et établit un nouveau record. D'ici 5 ans, leur nombre sera porté à 250 000.

Parmi ces personnes, on dénombre 2325 milliardaires, soit une hausse de 7,1% par rapport à 2013. Et ce n'est pas fini, puisque selon le rapport, leur nombre pourrait grimper à 4 000 d'ici la fin de cette décennie.

L'étude montre que la fortune moyenne des ultra-riches a augmenté de 77% depuis l'année dernière, et qu'elle atteint désormais 112 millions d'euros. On compte 1 « UHNW » pour 35 000 personnes dans le monde, ce qui correspond à une concentration de 0,004% de la population.

« En dépit des conflits géopolitiques, des conflits socio-économiques et de la volatilité des marchés financiers, les marchés boursiers ont affiché de fortes performances, permettant de ce fait au fortunes des individus ultra-riches de croître et d'étendre leur influence sur les secteurs et les industries, que ce soit au travers de leur importance pour la gestion de fortune, ou de leur consommation de produits de luxe », ont écrit les chercheurs. « Une telle concentration de richesse dans les mains de quelques individus signifie qu'ils ont tendance à avoir une large influence, que ce soit sur les marchés boursiers internationaux ou dans des industries spécifiques », ajoutent-ils.

Le rapport montre que 30% des ultra-riches résident en Amérique du Nord, 25% d'entre eux en Europe, et 23% en Asie. Actuellement, on compte 44 505 ultra-riches en Asie, et ils possèdent une fortune cumulée de 6.600 milliards de dollars, contre 58 065 d'ultra-riches en Europe avec un patrimoine combiné de 7 700 milliards de dollars. Cependant, dans ce domaine, l'Asie devrait rattraper l'Europe en 2017, selon le rapport.

Il observe également que les hommes représentent 87% de la population totale des ultra-riches, et que plus de 64% sont des self-made men, c'est à qui se sont enrichis seuls, tandis que 13% ont hérité de leur fortune. En revanche, pour les femmes, l'héritage est le principal moyen d'accès à la richesse, et seulement 33% d'entre elles sont des « self-made women », contre 50% qui avaient hérité de leur fortune.

Les chercheurs ont également noté que les ultra-riches dépensaient en moyenne individuellement 800 000 euros par an en produits et services de luxe.

Pétrole: le marché va se stabiliser par lui-même, croit l'Arabie saoudite

LesAffaires.com et AFP , 26 novembre 2014

L'Opep restait divisée mercredi à la veille d'une de ses plus importantes réunions depuis des années, l'Arabie saoudite écartant toujours une baisse de la production du cartel, tandis que l'Iran appelait à répondre au surapprovisionnement grandissant du marché pétrolier.

«Tous les experts pensent qu'il y a une surabondance de l'offre sur le marché pétrolier, et l'an prochain il sera encore plus surapprovisionné», a déclaré mercredi le ministre iranien du Pétrole, Bijan Namdar Zanganeh, à son arrivée dans la capitale autrichienne.

Les cours du pétrole brut ont chuté de plus de 30% depuis le printemps, tombant à leurs plus bas niveaux depuis quatre ans, en raison d'un déséquilibre grandissant entre l'offre et la demande.

D'un côté, la production mondiale a gonflé avec l'envolée de l'offre américaine de pétrole, grâce à l'exploitation de ressources non conventionnelles, comme le pétrole de schiste.

De l'autre, les prévisions d'augmentation de la demande planétaire d'or noir ont été revues à la baisse ces derniers mois, en raison notamment de l'affaiblissement de la croissance dans des zones de consommation majeures, comme l'Europe et la Chine.

Dans ce contexte, M. Zanganeh a souligné que «nous devons discuter, confronter nos vues et prendre une décision pour contrôler le marché».

Parler avec les non membres

En outre, «pour gérer cette situation, nous devons avoir une contribution des pays producteurs hors-Opep», a-t-il ajouté, au lendemain d'une réunion entre les ministres du Venezuela et de l'Arabie Saoudite, deux pays Opep, avec

ceux de la Russie et du Mexique, deux États non membres du cartel.

Si aucune baisse coordonnée de production n'avait été décidée lors de ces discussions à quatre, les quatre pays avaient convenu de se réunir de nouveau en février, et la compagnie publique russe Rosneft avait annoncé dans la foulée une baisse symbolique de sa propre production (25000 barils par jour seulement, une goutte d'eau pour la Russie qui produit près de 11 millions de barils par jour).

«Il faut tenter d'améliorer les cours autant que possible en tenant compte de la nouvelle situation du marché», avait déjà plaidé M. Zanganeh il y a dix jours, après des entrevues avec le Venezuela, partisan affiché d'une baisse coordonnée de la production.

Mais l'Opep reste divisée sur l'attitude à adopter face à la baisse des cours. Les ministres des douze États de l'organisation doivent revoir jeudi à Vienne leur plafond collectif de production, figé depuis trois ans à 30 millions de barils par jour, soit près du tiers du pétrole brut extrait quotidiennement dans le monde.

Mercredi, le ministre saoudien du Pétrole, Ali Al-Nouaïmi, a ainsi laissé entendre qu'il allait défendre une reconduction du plafond de l'Opep, douchant les espoirs d'une diminution du plafond.

Mieux respecter le plafond

«Le marché finira bien par se stabiliser», a-t-il lancé à des journalistes, selon des propos rapportés par l'agence Dow Jones Newswires.

Compte tenu de ces déclarations, «il n'y a plus beaucoup de chances qu'une réduction de la production soit décidée lors de la réunion de l'Opep», ont commenté les analystes de la banque Commerzbank.

Mais faute de s'entendre sur une telle mesure, l'Opep, dont la production effective dépasse nettement ce plafond, pourrait au moins s'engager à l'appliquer avec plus de discipline, ont-ils pronostiqué, expliquant que les propos du ministre saoudien "corroborent notre opinion selon laquelle l'Opep se contentera simplement de mieux respecter son plafond actuel».

En octobre, l'Opep a produit au total 30,6 millions de barils par jour, d'après les calculs de l'Agence internationale de l'énergie, et 30,3 millions selon

d'autres estimations citées par le cartel.

Dans ce contexte, les prix du pétrole restaient mercredi proches de leurs plus bas niveaux en quatre ans atteints récemment. A Londres, le baril de Brent était en hausse de 39 cents à 78,72$US tôt mercredi matin, tandis que le baril de brut léger américain (WTI) regagnait 15 cents à 74,24$US, après avoir touché la veille un nouveau plus bas en clôture depuis 2010.

S'inquiéter de la Chine

Bernard Mooney, LesAffaires.com, Publié le 25/11/2014

Les autorités chinoises ont donné un coup de pouce aux marchés boursiers de la planète vendredi dernier en annonçant une baisse de leurs taux d'intérêt. On espère que cette mesure d'accommodation monétaire relancera l'activité économique, pas seulement en Chine, mais un peu partout dans le monde.

Je me demande si cet optimisme est justifié.

Mes inquiétudes face à la Chine et à son économie ne datent pas d'aujourd'hui. J'ai écrit une première chronique à ce sujet en 2006. Quelques années plus tard, en mars 2011, je crois, j'ai écrit un dossier de plus de 2 000 mots sur ce thème intitulé «Chine : la grande illusion», sous les regards désapprobateurs de mes patrons. Ils étaient loin d'être convaincus de la justesse de mon propos.

Cela en dit long sur la conviction à l'époque de bien des gens, incluant experts et stratèges, sur le supposé miracle chinois. Or, depuis, l'économie chinoise ne cesse de ralentir.

Au troisième trimestre de 2014, le produit intérieur brut chinois a crû de 7,3%, la plus faible croissance en cinq ans. C'est aussi inférieur aux attentes du gouvernement chinois qui visait 7,5%. Pour une économie qui nous avait habitués à croître à un rythme de plus de 10% pendant de nombreuses années, c'est décevant. En effet, de 1998 à 2008, la croissance économique a été de 10 % par année en moyenne.

C'est sans mentionner que les statistiques chinoises sont encore célèbres pour leur manque de rigueur, bien des économistes s'attardant surtout sur la direction relative que sur les données absolues.

Immeubles déserts

Cette faiblesse explique certainement la tentative des Chinois de stimulation monétaire. Or, ce n'est pas la première mesure axée à doper la croissance économique. Depuis plusieurs mois, les autorités chinoises ont multiplié les tentatives dans ce sens, entre autres en augmentant les investissements dans plusieurs secteurs de l'économie et en facilitant le crédit aux fermiers et aux entreprises privées.
Jusqu'à maintenant, l'effet reste mitigé.

Fondamentalement, il n'y a pas eu de grands changements en Chine. Son économie est toujours axée sur les investissements massifs en immobilisations faits pour la seule raison de gonfler les statistiques, sans aucune préoccupation pour le rendement. Ce qui fait que des millions d'immeubles sont encore inoccupés. La surcapacité de production des usines chinoises fait également peur.

De plus, la Chine demeure lourdement endettée avec un ratio de la dette par rapport à son PIB qui s'approche de 200%. Malgré le ralentissement de la croissance, la dette a continué d'augmenter. Enfin, la corruption est omniprésente.

En 2011, j'écrivais que l'économie chinoise était sur les stéroïdes. C'est encore vrai, mais le dopage a de moins en moins d'effet.

Ce qui fait que je continue de craindre que l'économie chinoise décevra bien des observateurs dans les prochaines années.

Bernard Mooney